GAVROCHE

REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE

Le numéro : 6,50 €

Bimestriel n° 140 – 24e année – mars-avril 2005



28 décembre 1909

Tsunami dans le détroit de Messine

L'affaire
des faux billets français en Hongrie

Une revue
anticléricale : *Les Corbeaux*

Dimanche
rouge à Saint-Pétersbourg

Wladyslaw Bartoszewski
Allocution du 27 janvier 2005 à Auschwitz-Birkenau

Aucun quotidien français n'a jugé utile de reproduire l'allocution de l'ancien ministre des Affaires étrangères polonais. Et pourtant! Gavroche sera donc seul à donner l'essentiel du discours de cet ancien déporté, reconnu « Juste entre les Nations » par Yad Vashem en 1963, pour sa participation au Conseil d'aide aux Juifs (Zegota) et son rôle de chef adjoint de la section juive de la Délégation nationale du Gouvernement de Londres. Il participa à l'insurrection de Varsovie (1944). Après guerre, il fut interné à deux reprises par le régime communiste, effectuant huit années de prison. Devenu historien, il est l'auteur de nombreux ouvrages sur les relations entre Polonais juifs et slaves que l'on s'obstine à ignorer en France. À l'époque du syndicat Solidarnosc, il s'occupa du Comité de défense des prisonniers politiques, ce qui lui valut d'être interné lors de l'État de siège (13 décembre 1981).

Pour un ancien prisonnier d'Auschwitz, c'est un événement inimaginable et profondément touchant, de pouvoir prendre la parole dans le plus grand cimetière de l'histoire de l'Europe, un cimetière sans tombe. Un événement inimaginable puisque, quand à l'âge de 18 ans, moi Polonais, je me suis trouvé pour la première fois, en septembre 1940, sur la place de rassemblement d'Auschwitz I – comme *Schutzhäftling*, numéro 4427 – parmi 5 500 autres Polonais – étudiants, scouts, enseignants, avocats, médecins, prêtres, officiers de l'armée polonaise, militants de divers partis politiques et de syndicats – il ne me venait pas à l'esprit que j'allais survivre à Hitler et à la Seconde Guerre mondiale, tout comme je ne m'imaginais pas qu'Auschwitz allait devenir, en tant qu'Auschwitz-Birkenau-Monovitz, le lieu d'accomplissement d'un plan unique en son genre, celui de la destruction biologique des Juifs européens, sans différence de sexe et d'âge.

Au cours des quinze premiers mois de fonctionnement de ce lieu effroyable, nous, les détenus polonais, nous étions seuls. Le monde libre ne s'intéressait pas à nos souffrances et à notre mort, malgré des efforts énormes entrepris par l'organisation clandestine de résistance fonctionnant dans le camp pour faire passer des informations à l'extérieur. À la fin de l'été 1941, on transporta à Auschwitz quelque 15 000 prisonniers de l'Armée soviétique et c'est sur eux et sur les malades prisonniers politiques polonais que l'on testa, en septembre 1941, l'action du gaz meurtrier Zyklon B. Aucun prisonnier ne put s'imaginer alors que ce n'était qu'un test meurtrier, la préparation criminelle d'un génocide pratiqué avec des méthodes industrielles.

Et cela devait se faire pourtant dans les années mémorables de 1942-1943-1944.

La construction des chambres à gaz et des crématoires, leur fonctionnement fiable, ne furent que les éléments techniques de cette entreprise diabolique.

(...)

Si les Allemands considéraient les Polonais ou les Russes détenus à Auschwitz-Birkenau comme des sous-hommes, les Juifs de France, Belgique, Pays-Bas, d'Allemagne et d'Autriche, des pays de l'ancienne Yougoslavie, de Grèce, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Tchéquie et Slovaquie furent eux traités non comme des sous-hommes mais comme de la vermine.

Le mouvement polonais de résistance informa et alarma le monde libre; les gouvernements de la Grande-Bretagne et des États-Unis furent informés les premiers, dès le dernier trimestre de 1942, de ce qui se passait à Auschwitz-Birkenau, suite à la mission de l'émissaire polonais Jan Karski, et suite aux nouvelles transmises par d'autres voies. Aucun pays du monde ne réagit de façon appropriée, face à la gravité du problème, à la note du ministre des Affaires étrangères du gouvernement polonais de Londres, adressée le 10 décembre 1942 aux gouvernements des Nations Unies, appelant « *non seulement à condamner les crimes perpétrés par les Allemands et à condamner les criminels, mais aussi à trouver des moyens d'empêcher les Allemands d'utiliser les méthodes du crime de masse* ».

On ne trouva pas de moyens efficaces et on n'essaya même pas d'en trouver. Et pourtant, à cette époque-là, plus de la moitié des futures victimes étaient encore en vie.

Pratiquement, le seul effet de l'initiative polonaise fut une brève déclaration des douze États alliés, relative à la responsabilité pour le génocide des Juifs, publiée le 17 décembre 1942 simultanément à Londres, Moscou et Washington. Dans cette déclaration, dans laquelle d'ailleurs Auschwitz-Birkenau n'est même pas mentionné, les gouvernements de Belgique, Tchécoslovaquie, Grèce, Luxembourg, Pays-Bas, Norvège, Pologne, États-Unis, Grande-Bretagne, URSS, Yougoslavie et le Comité National Français signalèrent qu'ils avaient été informés du sort tragique des Juifs «*en Pologne, dont les hitlériens faisaient le principal lieu de crime* » et ils annoncèrent vouloir sanctionner ceux qui en étaient responsables.

Le mouvement polonais de résistance informa et alarma le monde libre dès la fin 1942

Les derniers prisonniers d'Auschwitz-Birkenau présents ici aujourd'hui encore (...) ont droit pourtant de croire que leur souffrance et la mort de leurs proches avaient un sens significatif pour le meilleur avenir de tous les hommes en Europe et dans le monde, sans distinction d'origine ethnique ou de religion.

(...)

Les tombes invitent tout homme normal au recueillement, mais en ce lieu, il n'y a pas de tombe. Sur le lieu de ce crime inimaginable, le recueillement doit se transformer en une responsabilité particulière, en une mémoire pérenne de ce qui s'y passa. Je terminerai par les paroles du Livre de Job, aussi importantes pour les juifs que pour les chrétiens : « Ô terre, ne couvre point mon sang, et que mes cris prennent librement leur essor ! »

GAVROCHE
Revue bimestrielle
d'histoire populaire
Numéro 140
Mars avril 2005
BP 863
27008 Evreux Cedex
Tél. 02.32.39.50.50
Fax : 02.32.33.27.32
E-mail : revue.gavroche@wanadoo.fr

Directeur de la publication :
Claude VIRLOUVET
Directeur honoraire :
Georges PELLETIER

Avec la collaboration
pour ce numéro de
E. COMMUN - J.L. DEBRY
G. DOIZY - H. FABRE
C. JACQUIER - J.-J. LEDOS
J.L. PANNÉ - J. PAPP
G. PELLETIER
C. VIRLOUVET
P.H. ZAIDMAN
Commission paritaire :
0707K81974
I.S.S.N. : 02-42-9705

Les articles publiés dans cette revue sont résumés et indexés dans Historical Abstracts and America : History and Life
Distribution en librairie :
DIFFUSION POPULAIRE
21 ter, rue Voltaire
75011 Paris
Tél. 01.40.24.21.31
Publication, secrétariat de rédaction et mise en page : Scoop Presse
BP 863 - 27008 Evreux cedex
Impression : 27 Offset
27930 Gravigny



Quand le « bloc chrétien » hongrois voulait ruiner le franc

L'affaire des faux billets (1925-1926)

Le 14 décembre 1925, à La Haye, un monsieur élégant et distingué, parlant français, s'apprêtait à échanger un billet de mille francs, que le caissier reconnut aussitôt comme étant un faux. L'homme, Aristide Jankovich[1], était en possession d'un passeport de messager. Dès le lendemain, la police hollandaise découvrit dans sa chambre d'hôtel toute une valise de billets contrefaits, et le 19 décembre on apprit l'arrestation de deux autres Hongrois. Ensemble, les trois hommes détenaient pour 10 millions de francs en faux billets. Très vite, l'affaire des « gentilshommes faux-monnayeurs » devint un scandale international, dépassant de beaucoup la portée d'un simple fait divers.

Oubliée depuis, l'affaire vaut la peine d'être revisitée, nous semble-t-il, à une époque où dans l' « Europe réelle », les héritiers des Jankovich et des Windischgraetz tiennent souvent le haut du pavé.

Les circonstances

Le choc provoqué par le démembrement de la Hongrie historique en 1918-1920 fut diversement ressenti dans la société hongroise de l'époque. De même, les réponses à donner étaient loin de présenter l'unanimité que la propagande voulut par la suite accréditer.

Le projet d'une confédération danubienne conçue par Oszkár Jászi était venu trop tard et resté pratiquement sans écho, tant parmi les Magyars que dans les « États successeurs ». Quand la République fut proclamée (16 novembre 1918), le conseil ouvrier de Budapest envisagea de lancer un appel aux ouvriers du monde, et le gouvernement Károlyi fit également des tentatives pour endiguer la dislocation du pays, sans pour autant organiser une résistance militaire.

Celle-ci fut entreprise durant l'été 1919 par l'Armée rouge hongroise, qui entra en campagne contre les interventions tchèque et roumaine. Renonçant à l'intégrité territoriale de l'ancienne Hongrie, la République des conseils cherchait à opposer l'alliance des dictatures prolétariennes aux nationalismes des nouveaux États et au diktat des traités.

Cependant, une quantité de groupements virent le jour dès l'automne 1918, sous le signe de la contre-révolution. Ils générèrent le régime Horthy, qui fera de la révision intégrale des traités son fonds de commerce pendant toute l'entre-deux-guerres.

Si le régime se confond dans ses origines avec ces organisations de la Terreur blanche, cependant avec l'arrivée des prêts occidentaux et les débuts de la consolidation bethlénienne il ●●●

On lisait dans la *Touraine Républicaine* :

22 décembre 1925. - Les trois Hongrois arrêtés par la police de La Haye, pour mise en circulation de faux billets de banque français, appartiennent à des familles hongroises distinguées. L'un d'eux est un ancien officier supérieur, l'autre avocat et journaliste à Budapest, et le troisième un gros industriel.

En 1926 :
2 janvier. - L'affaire des faux billets de banque français passionne de plus en plus le public de Prague. Un très vif mouvement d'opinion se dessine en vue de provoquer une intervention des milieux politiques internationaux intéressés à la sauvegarde de la paix en Europe centrale. Les journaux sont unanimes à déclarer que les faussaires poursuivent des buts irrédentistes et que l'argent produit par la vente de leur fausse monnaie alimente des caisses servant à publier à Vienne, à Prague et en Slovaquie notamment, des journaux qui défendent des thèses incompatibles avec la paix des traités...

6 janvier. - ... Cette affaire se lie à un complot de monarchistes hongrois. Le prince de Windisch-Graetz (*sic*) a fait des aveux complets. La haine de la France fut le principal mobile de ses agissements.

7 janvier. - ... Un correspondant anglais a télégraphié de Vienne à son journal que le gouvernement français réclamait à la Hongrie 200 millions de francs-or à titre de dommages et intérêts. A ce propos, le Quai d'Orsay fait savoir que ce bruit est dénué de tout fondement... D'ailleurs, pour l'instant rien ne permet de penser que le gouvernement de Budapest se trouve lui-même impliqué dans cette affaire.
On mande par ailleurs

●●● est amené à prendre ses distances. Pour obtenir ces prêts, Bethlen a dû en effet ménager les représentants du capital financier en Hongrie et opérer des réductions substantielles dans l'administration et dans l'armée.

Tous ces facteurs ont renforcé la cohésion de l'extrême droite. Dès l'été 1923, la convergence de trois courants : les racistes de Gömbös, les légitimistes de Friedrich et les chrétiens socialistes de Haller, aboutit à la création d'un « bloc d'opposition chrétien ». C'est parmi ces gens que vont se recruter les faussaires des billets de banque français. Outre la dimension internationale et les aspects anecdotiques de l'affaire, celle-ci possède une signification politique, dans la mesure où dans la phase initiale le comte Bethlen, président du conseil, était dans le coup et qu'il pouvait être objet de chantage quand le scandale éclata.

L'idée du faux monnayage est née en Allemagne en 1920, dans les milieux d'extrême droite ennemis de la République de Weimar. Dans les années 1918-1923, le pays fourmille de groupuscules politiques et de bandes paramilitaires, les *Freikorps,* et la Bavière devient le centre de ralliement pour tous ceux qui veulent abolir le régime républicain. Alors que l'autorité du gouvernement central de Berlin a du mal à s'imposer, la tendance séparatiste bavaroise se renforce, tendant à rompre avec l'Allemagne du Nord en faveur d'une union catholique avec l'Autriche. Sous le patronage de la *Reichswehr* et de Ludendorff, *irrésistiblement stupide* (A. Bullock), le *Freikorps* devient l'école du meurtre politique et du terrorisme.

C'est en Bavière que les *Freikorps* organisent l'assassinat d'Erzberger et de Rathenau, le premier signataire de l'armistice de 1918 et le second ministre des Affaires étrangères. En mars 1920, le putsch de Kapp échoue dans sa tentative de renverser le gouvernement légal, mais un coup d'État réussit à Munich. Il donne le gouvernement local à Gustav von Kahr, qui couvre tous les complots et trahisons contre la République. Ainsi, peu après la guerre, la Hongrie du régent Horthy et la Bavière deviennent les deux grands foyers de la réaction en Europe centrale.

> L'idée du faux monnayage est née en Allemagne en 1920, dans les milieux d'extrême droite.

HONGRIE-BAVIÈRE : LES PREMIERS CONTACTS

C'est après le putsch de Munich, le 15 mai 1920 qu'arrivent à Budapest le colonel Max Otto Bauer, représentant personnel de Ludendorff, et le gouverneur Kanzler, qui représente Gustav Kahr. Les faux passeports leur ont été délivrés par l'ambassadeur hongrois de Vienne, Gustav Gratz. Ils doivent communiquer à Horthy les



Le prince Louis Windischgraetz

plans secrets élaborés par Ludendorff et ses officiers en vue de l'abolition des traités et d'une série d'actions militaires contre l'Autriche, la Tchécoslovaquie, les sociaux-démocrates prussiens et contre la Russie soviétique. Ici, la Hongrie devait apporter son aide en fabriquant de faux roubles.

Pour Horthy, le nom de Ludendorff est une référence, mais le comte Teleki, président du Conseil à ce moment, reste méfiant. Apparemment, les relations avec les partenaires allemands et autrichiens ne sont pas poursuivies à l'échelon gouvernemental, bien que l'idée du faux monnayage reste sur le tapis.

L'enquête de l'historienne Maria Ormos, dont nous reprenons ici les résultats, fait état de plusieurs pistes. Ce qui pose problème, ce sont les liens qui unissent ces pistes. De fait, on est en présence d'un ensemble de mensonges, de complicités et de traces, que les acteurs ont plus ou moins réussi à effacer.

Ainsi on ne connaît pas bien la genèse ni les suites du premier scandale qui éclate à Vienne le 30 juin 1921, avec l'arrestation de Gyula

Mészáros, universitaire de 38 ans, chercheur en ethnographie. Ce professeur hongrois est le promoteur numéro un de la fabrication des *sokols,* qui est alors l'unité monétaire de la jeune République tchécoslovaque. L'enquête met à jour la participation de hauts fonctionnaires autrichiens, celle notamment du chrétien social Anton Rintelen, dit « König-Anton », gouverneur de la province de Steiermark, fondateur dans cette région de l'organisation paramilitaire *Heimwehr.*

Il avait noué des relations avec l'émigration contre-révolutionnaire hongroise d'Autriche en janvier 1919, quand celle-ci s'était scindée en deux et que sa fraction légitimiste avait transféré son siège à Graz. C'est aux environs de cette ville que les *sokols* ont été fabriqués, probablement à Feldbach car c'est dans cette localité, à mi-chemin entre Graz et la frontière hongroise, que les officiers blancs ont créé un camp d'entraînement, avec le concours de Rintelen, pour se préparer contre la Commune hongroise.

De toute évidence, pour faire passer l'énorme quantité de billets par la frontière, l'assentiment des autorités magyares était nécessaire. En tout cas, une partie des *sokols* est déposée ensuite chez le prince Windischgraetz, en vue de leur mise en circulation. Tout ce qu'on sait de la suite, c'est que les agents commis à cette action seront découverts à l'automne 1922.

WINDISCHGRAETZ, SCHULZE, MÉSZÁROS...

Le prince Louis Windischgraetz, *homme d'un grand courage physique mais de peu de jugeote* (M. Ormos) est le protagoniste principal de l'affaire des faux francs. Petit fils du général de division écraseur des insurgés de Prague et de Budapest en 1848, il devient, après une carrière militaire, ministre du Ravitaillement en 1918. C'est un politicien légitimiste influent, conseiller intime de Charles IV, qui, en 1917-1918, est parmi les premiers à mettre en échec les diverses tentatives de paix séparée et à s'opposer à l'introduction du suffrage universel en Hongrie. À l'automne 1918, peu avant l'éclatement de la révolution, il est envoyé par son gouvernement en Suisse pour effectuer un achat important de pommes de terre, afin de soulager la famine à Budapest. Mais les fonds qui sont mis à sa disposition, il les utilise à des fins personnelles et pour financer la contre-révolution, d'où le sobriquet de « prince des pommes de terre ».

Le ressentiment de Windischgraetz contre les États successeurs est d'autant plus grand qu'une bonne partie de ses domaines est située en territoire donné à la Tchécoslovaquie par le traité de Trianon, traité dont la responsabilité est attribuée, par un grand nombre de Magyars, à la politique étrangère de la France. L'épidémie de faux monnayage qui sévit alors en Europe ayant aidé probablement à la maturation du projet, on pense qu'en contrefaisant l'argent de la nation coupable on ébranlerait son système monétaire et que, du même coup, les devises obtenues par l'échange (c'est-à-dire le blanchiment) des faux billets pourraient servir la propagande irrédentiste.

En 1922, le prince fait connaître son projet à Paul Teleki, commissaire à cette époque au contrôle de la Propagande nationale et président de la TESZ (Fédération des Associations publiques), *qui fédère sous sa direction les 460 groupements irrédentistes de Hongrie ou hongrois à l'étranger*[3]. Teleki, qui a toujours besoin de fonds, ne dit pas non et fait examiner les matrices lithographiques que lui remet Gyula Mészáros. L'expertise est effectuée par le colonel László Gerõ, chef de division à l'Institut cartographique ; celui-ci fait partie du ministère des Finances mais sous le contrôle de celui de la Défense nationale. Gerõ trouve que les matrices sont mauvaises.

On pense qu'en contrefaisant l'argent de la nation coupable on ébranlerait son système monétaire.

Les bonnes seront obtenues par l'intermédiaire d'un ancien chef de division de la Banque Impériale, Arthur Schultze, inventeur d'un système contre la falsification monétaire (il est également signalé comme photographe), qui fait du porte-à-porte avec son invention dans les capitales européennes et qui est à Budapest en 1922. Selon l'historien Elek Karsaï, pour prouver qu'il était politiquement sûr, ce sujet allemand a expliqué aux autorités hongroises concernées qu'il avait participé à l'écrasement du mouvement spartakiste et effectué lui-même des pendaisons[4]. Étant donné sa science en monnaie, c'est l'homme idéal pour apporter son aide au plan préparé.

Ce plan entre dans sa phase décisive après l'occupation de la Ruhr par les Français en janvier 1923, qui donne l'idée de mettre en circulation des faux francs en Rhénanie occupée. À l'été 1923, Windischgraetz et Mészáros se rendent à Berlin pour revoir Schultze et, à l'Institut cartographique de Munich, L. Gerõ étudie longuement les travaux qui s'y font. C'est avec l'aide du directeur de cet établissement que Gerõ et le secrétaire du prince, Désiré Rába, vont acquérir à Cologne et à Munich les quatre cents kilos de papier spécial qui seront nécessaires à la fabrication des billets de banque. Schultze revient en Hongrie en octobre 1923 pour « inspecter » le château de Windischgraetz à Sárospatak (au NE de Miskolc). Il rencontre aussi Mészáros et visite l'Institut cartographique où il donne son avis sur les travaux qui sont déjà en route. Il commence à trouver l'hospitalité hongroise ●●●

que le prince avoue tout. Il révèle le nom de 40 complices. 18 membres du Parlement sont compromis.

8 janvier. - ... Au cours de ses recherches dans le château du prince Louis de Windischgraetz, à Sarospatak, la police vient de découvrir dans les souterrains la presse sur laquelle furent imprimés les faux billets de 1000 francs. On a également retrouvé la machine avec laquelle avait été fabriqué le papier...

9 janvier. - ... L'enquête a établi que la presse était de fabrication allemande et que la ruine du franc était le but poursuivi à Budapest. Des ultra-nationalistes allemands auraient prêté leur concours...

12 janvier. - ... Une véritable épidémie de faux monnayage sévit en Allemagne. Le chef de la Sûreté yougo-slave a dirigé lui-même une enquête qui a abouti à la découverte d'une fabrique de faux billets de 1000 dinars, à Sieer, près de Bielfeld. Deux Yougo-Slaves et un Allemand nommé Altmann, lithographe, ont été arrêtés. 8 500 billets étaient déjà en circulation et les faux-monnayeurs avaient reçu une commande de 30 000.
A Dresde, la police a arrêté un étudiant et un employé des postes qui fabriquaient depuis trois mois des faux billets de 20 marks.

13 janvier. - ... Un scandale de fausse monnaie vient encore d'être découvert en Hollande. Quatre cents millions d'escudos de billelts portugais avaient été admirablement imités. Des complicités gouvernementales.

26 janvier. - Le gouvernement français s'est vivement étonné du changement d'attitude du cabinet hongrois à l'égard de ses représentants. M. Briand a

adressé hier à M. Clinchant, ministre de France en Hongrie, de nouvelles instructions, le priant d'intervenir, avec l'insistance qui serait nécessaire, auprès du comte Bethlen, afin que les représentants français obtiennent d'assister à l'interrogatoire des inculpés.

2 février. - L'acte d'accusation dans l'affaire de falsification a été signifié dimanche à 26 inculpés à Budapest, dont 5 sont en liberté...

4 février. - Les faux billets... Cette affaire a donné lieu mercredi à un débat mouvementé au parlement de Budapest. Le socialiste Peyer a notamment accusé le président du Conseil d'avoir fait établir inexactement l'acte d'accusation pour le motif qu'il est lui-même compromis dans cette grave affaire. On dit aussi que le comte Gomos (*sic.* Il s'agit en fait de Gyula Gömbös, officier d'état-major, qui a quitté en 1923 le parti gouvernemental pour fonder celui des « défenseurs de la race ». Note de l'auteur), qui fut, avant d'appartenir au parti raciste, un des agents électoraux du comte Bethlen, serait gravement compromis dans l'affaire des faux billets.

5 février. - L'Assemblée nationale a adopté le traité de commerce franco-hongrois.

10 février. - Une séance orageuse a eu lieu à la Chambre hongroise au cours de la discussion sur l'affaire des faux billets. Les incidents se concentrèrent sur la personne du ministre de l'Intérieur Rakovsky.

13 février. - ... Une enquête est ouverte sur les complicités allemandes qui ne semblent pas douteuses dans cette affaire.

14 février. - ... Il est établi que le prince faussaire correspondait

●●● pesante quand un nommé Ferenc Ulain est pris à la frontière avec une grosse somme d'argent destinée à Hitler, alors que le putsch de celui-ci vient d'échouer (8-9 novembre 1923). Cela tombe bien pour Schultze car la police le somme de quitter la Hongrie avant le 19 novembre.

Par ailleurs, D. Rába confirmera qu'en 1923 son maître lui a dicté des lettres à l'adresse de Ludendorff et du général von Seeckt, celui-là même qui a refusé de défendre le gouvernement légal lors du putsch Kapp. Comme Windischgraetz était endetté jusqu'au cou, il était plus que probable que l'état-major fantôme de Bavière fût à l'origine du financement de l'entreprise.

AU TRAVAIL...

D'abord, la qualité du papier posait problème. Il était difficile d'avoir ce qu'il fallait car les billets français comportaient des fibres qui venaient des colonies. Aussi, la première série de faux, réalisée jusqu'à Noël 1924, était-elle de facture médiocre. On allait parvenir à de meilleurs résultats avec le papier apporté d'Allemagne. Les machines venues de ce pays et d'Autriche pèsent environ trois tonnes ; elles sont installées dans les sous-sols de l'Institut cartographique de Budapest, rue de Retek. Les photos faites des originaux sont agrandies puis retouchées. Après ce travail qui dure une quinzaine de semaines, huit clichés sont réalisés par zincographie. L'impression qui suit est effectuée sur une machine à platine, munie d'un compteur automatique. Elle a été commandée à la firme Hugo Carmine de Vienne sous le sceau du ministère des Finances, en sorte que le transfert n'a pas rencontré d'obstacle.

Avec l'aide d'un employé de banque français on a réussi en outre à obtenir des enveloppes réservées exclusivement à l'usage interne qui, reproduites en un grand nombre d'exemplaires, devaient souligner l'authenticité des billets au moment de l'échange. (E. Garami).

L'impression en grosse série débute au printemps de 1925 et au cours de l'été, 25 ou 30 mille billets de 1 000 francs sont réalisés. Une sélection est ensuite opérée : 4 400 billets sont jugés de bonne qualité, 9 000 de moyenne et 16 000 de mauvaise facture. Les machines sont enfin cassées et vendues comme ferrailles à un négociant de la capitale.

La sélection a eu lieu dans l'appartement de Mgr Zadravecz, grand aumônier militaire de Horthy (voir notre article dans le n° 135/136 de *Gavroche*), impliqué lui aussi dans l'entreprise. Il recevait chez lui *des jeunes gens de bonnes familles chrétiennes,* qui devaient chiffonner et piétiner les billets pour leur donner un aspect usagé. D'après le secrétaire de Windischgratz, D. Raba, *monsieur l'évêque attendait les hommes en soutane et prononçait le texte du serment devant un crucifix en argent noué d'un ruban tricolore et déposé sur la table.* Pendant le « travail », le saint homme chauffait l'enthousiasme des gaillards par des discours patriotiques et en rappelant le serment qui exigeait le secret.



Imre Nadosy, "préfet royal" de police.

La qualité du papier posait problème car les billets français comportaient des fibres qui venaient des colonies.

Pour les comparer avec les faux, on avait acquis de vrais billets de 1 000 francs, et constaté aussitôt que même au toucher la falsification était reconnaissable. Il n'y avait que l'évêque, dit le témoin précité, qui, *au milieu des brouhahas, disait chaque fois du bon qu'il était mauvais,* en tâtant les deux billets avec ses mains dans le dos.

Malgré tout, après cette opération, les francs

sont répartis en trois chargements, dont un est déposé au local de la TESZ, un autre au domicile budapestois de Windischgraetz et le troisième chez Gábor Baross. En effet, confrontés aux incertitudes, les faussaires ont fait appel à ce dernier, directeur général de la Caisse d'Épargne et président de la TESZ. Baross trouve deux experts qui peuvent examiner les billets et indiquer les endroits les plus appropriés à leur écoulement. L'idée est que des hommes jeunes et fiables seront envoyés en Hollande, en Suède et en Italie, où ils échangeront les francs pour retourner les devises dans leur pays par l'intermédiaire des ambassades. Le préfet de police, Imre Nádosy, promet de fournir les passeports nécessaires.

Chacun des volontaires aurait reçu un fort pourcentage de l'argent blanchi. Un revolver pour chaque « diffuseur », du chloroforme et du poison étaient également prévus. Personne ne doit être pris vivant, déclara le colonel Jankovich ; il fut le premier à être arrêté, vivant. Les volontaires sont au nombre de neuf, presque tous des officiers démobilisés, de l'entourage de Gömbös. Jankovich a été « réactivé » le 23 novembre 1924 pour se rendre à Paris avec D. Rába. À l'été 1925, deux autres voyages « d'étude » sont effectués à Paris, dont celui de L. Horváth, haut responsable de la Caisse d'Épargne.

Il déclare après son retour que le placement des faux francs est impossible. Son supérieur, G. Baross, prend alors contact avec le comte Bethlen, président du Conseil, qui, dans une lettre adressée le 27 novembre 1925 au directeur de la TESZ, demande de s'abstenir de toute « manipulation » avec les faux francs. La lettre de Bethlen sème le désarroi parmi les faussaires et donnera lieu à toutes sortes d'interprétations.

Pendant ce temps, les « diffuseurs » attendaient avec impatience l'heure du départ, après avoir prêté serment, le 9 décembre, dans le salon du palais de Windischgraetz à Budapest, où Mgr Zadravecz était venu les rencontrer. Finalement, il n'y aura que six hommes à se mettre en route, l'équipe de Jankovich, avec le chargement le plus important, pour Amsterdam, et l'autre groupe pour Milan. Il semble que la tâche de Jankovich consistait seulement à répartir les liasses entre ceux qui devaient les échanger à Amsterdam, Bruxelles, Oslo et Stockholm. Mais le colonel était trop impatient. À Vienne déjà, ses compagnons eurent du mal à le retenir de « faire un essai », et à La Haye il fut seul à se rendre au bureau de change. Et par malchance, une dame y entra au moment où il cherchait à cacher dans son bas le deuxième faux billet...

Personne ne doit être pris vivant, déclara le colonel Jankovich ; il fut le premier à être arrêté, vivant.



Ivan Rakovszky, "ministre royal" de l'Intérieur.

ÉPILOGUE

Après l'arrestation des trois « agents » à Amsterdam, l'enquête démarre au Pays-Bas et en France. En Hongrie elle prend du retard, puisque le préfet de police ayant été associé au faux monnayage, il pouvait prendre quelques jours pour tenter de faire disparaître les traces. *Mais les manœuvres visant à étouffer l'affaire étaient d'autant plus condamnées à l'échec,* écrit M. Ormos, *que les hommes qui furent appréhendés les uns après les autres, non seulement n'avaient pas avalé la strychnine, mais encore firent chacun à son tour des aveux et, qui plus est, Jankovich rendit un service insigne à la police franco-néerlandaise en ce qu'il avait emporté avec lui pour le voyage son journal assez méticuleusement tenu, qui contenait les noms de la plupart des personnes participant à l'ac-* ●●●

avec Ludendorff et von Seeckt... La police hongroise a reçu de La Haye des photos des billets saisis.

16 février. - Le comte Teleki, ex-premier ministre hongrois, compromis dans l'affaire des faux billets, est nommé président de l'American Oil Company, en Hongrie.

17 février. - ... La Tchécoslovaquie demande au gouvernement hongrois de reprendre l'enquête sur les faux billets tchèques.

18 février. - ... L'allemand Schulz, le technicien de l'affaire des faux billets de banque de 1000 francs, vient de se constituer prisonnier à Berlin.

20 février. - M. Clinchant, ministre de France, a rendu visite au président du Conseil à Budapest. À l'issue de l'entretien qui a porté sur l'affaire des francs, M. Clinchant s'est déclaré satisfait. De leur côté, M. Doulcet et M. Gravière, inspecteur de la Banque de France sont arrivés à Berlin et se sont présentés à la préfecture de police pour se mettre en rapport avec les autorités allemandes.

5 mars. - Les trois faussaires hongrois arrêtés en Hollande ont été jugés hier à La Haye. Le ministère public a requis contre eux le maximum de la peine...

8 mars. - Grande manifestation à Budapest. La police a procédé à Budapest à l'arrestation de 35 socialistes extrémistes et de communistes qui, malgré l'interdiction, prirent part à une manifestation. La police eut grande peine à disperser les manifestants. Elle ne put s'en rendre maître que lorsque la troupe aidée par l'artillerie et des tanks, arriva pour lui prêter main forte.

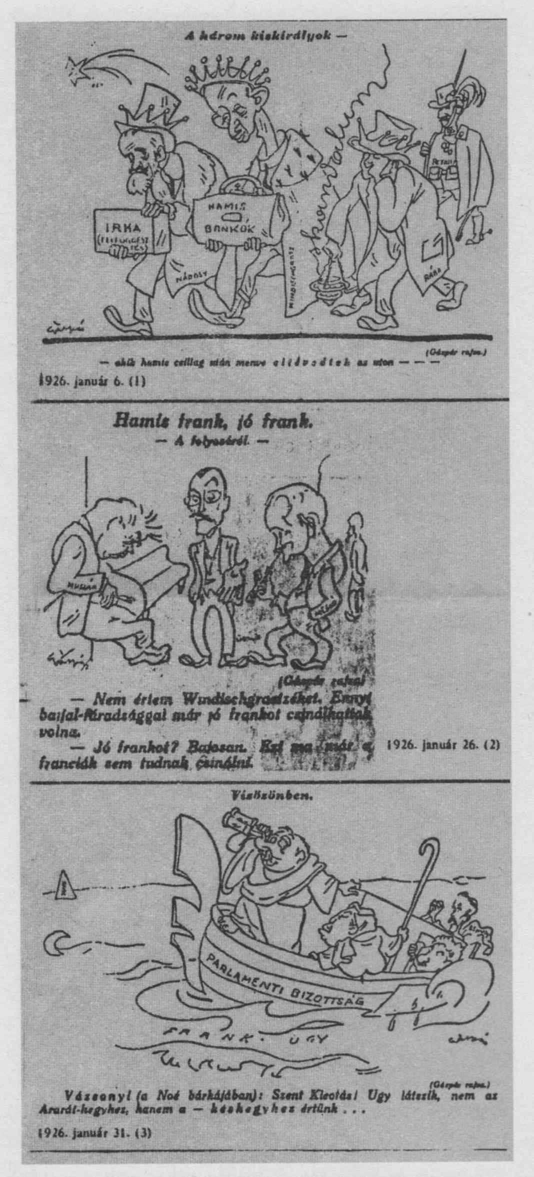
17 mars. - Les démocrates hongrois deman-

dent un rapprochement avec la France.

7 août. - Le procès des communistes hongrois. Rakosi est condamné à 8 ans et demi de prison.

12 août. - Berlin a fêté la constitution de Weimar. Le septième anniversaire de la constitution de Weimar a été célébré hier avec un minimum de pompe et au milieu du désintéressement presque général de la population.

15 octobre. - La Cour de cassation a rendu aujourd'hui son arrêt dans l'affaire de falsification des billets de banque français. La peine de 4 ans de travaux forcés du prince de Windischgraetz, qui n'a pas été reconnu coupable du crime de falsification de documents, a été commué en 4 années de cachot... La peine de Nadossy a été réduite de 4 ans à 3 ans et demi de travaux forcés... Comme épilogue le cabinet Bethlen a remis sa démission au régent Horthy.





Les Rois mages... *(au milieu Windischgraetz, tenant les faux billets)... qui se sont égarés en suivant une fausse étoile...*

Bon franc, mauvais franc - Les nouvelles du couloir
- Je ne comprends pas ces Windischgraetz. Avec tout ce tracas ils auraient pu fabriquer de bons francs.
- De bons francs ? difficilement. De nos jours, même les Français ne savent plus en faire.

La Commission parlementaire dans le Déluge
Vazsonyi (dans la barque de Noé) : Saint Cleophas ! Nous ne sommes pas à la pointe du Mont Ararat, mais à la pointe du couteau...

Tout le monde chasse
Les chasseurs de l'opposition visent les faussaires et Bethlen descend les canards

L'exploit du tout dernier gréviste de la faim
Chronomètre Andrassy ! C'est horrible, nous sommes dans le quatrième mois de la falsification du franc, et il tient toujours le coup...!

Politiciens dans les couloirs du tribunal pendant le procès des faussaires
K. Huszar, vice-président : Zoltan, va donc vite au Parlement chercher la clochette. Nous sommes enfin suffisamment nombreux pour commencer le procès.

●●● *tion, et même des indications sur le rôle de chacun.*

La sale affaire du faux monnayage aurait pu engloutir le gouvernement hongrois, mais le capital financier tenait à conserver la « consolidation » bethlénienne fondée sur les prêts de la SDN et d'autres investissements. Le baron Korányi, ambassadeur de Hongrie à Paris *annonça avec joie et satisfaction le 15 avril 1926 à son ministère des Affaires étrangères: « Berthelot s'était prononcé pour conserver le comte Bethlen, étant donné la démarche pressante de l'ambassadeur anglais, soutenue par l'ambassadeur italien ».* (E. Karsaï)

Le procès des faussaires sera une mise en scène construite par le ministre de l'Intérieur, Ivan Rakovsky. Windischgraetz encaisse toute la responsabilité mais ne fera aucun aveu. Quand il

devient clair que le préfet de police, Nádosy, ne peut être sauvé, Rakovsky les fait rencontrer afin qu'ils puissent accorder leurs violons. De même, les militaires, officiers et soldats de l'Institut cartographique savent à l'avance ce qu'ils auront à dire. Seul D. Raba, le secrétaire du prince a été oublié du scénario mais, au cours des procès, on le noie facilement dans ses propres contradictions. Quant à Mgr Zadravecz, il n'est pas poursuivi, il est cité seulement comme témoin! L'aventure marque tout de même la fin de sa carrière politique. Il refait surface à la fin des années 1930, faisant un peu partout des déclarations et célébrant des messes pour rappeler qu'il a été un pionnier illustre de l'idéologie au pouvoir.

Windischgraetz, condamné à 4 ans de cachots en dernière instance, va passer le plus clair de son temps au « Park-Sanatorium », au théâtre et dans diverses boîtes de nuit, parfois en compagnie de femmes « de réputation douteuse ». Il joue aux échecs et reçoit nombre de visiteurs, dont l'avocat Ferenc Ulain cité plus haut, qui devient son conseiller en matière de gestion de domaines. En 1928, il est gracié presque en même temps que Nadosy.

La présence de Windischgraetz est ensuite signalée avec celle d'un autre protagoniste en Allemagne nazie vers le milieu des années 1930, à propos du leader fasciste croate Ante Pavelitch, qui *avait à Berlin des répondants, d'excellentes références,* dont *deux personnages hongrois de marque, compromis en 1925 dans le scandale des faux billets français de mille francs: le prince Windischgraetz, le chef des faux-monnayeurs qui occupe aujourd'hui une haute fonction dans la police secrète d'État à Berlin et le fameux Mészáros, propriétaire du cabaret nazi « Canari », où se réunissent tous les invertis de la capitale et où le capitaine Röhm venait souvent avec ses jeunes hommes!* [5]

En 1941 enfin, le prince se fait remarquer par une lettre qu'il adresse à L. Bárdossy, président du Conseil, pour rappeler son sacrifice assumé dans l'affaire des faux francs sur la demande du gouvernement Bethlen, et pour demander l'accord de l'administration civile et militaire au sujet de son acquisition d'un « domaine juif libéré » dans le comitat de Máramaros, en Transylvanie. ■

Julien Papp

1- On rencontre plusieurs sortes de transcriptions du son final «tch» : Jankovi*cs* ; Jankovi*ch* ; Jankovi*cz* ; Jankovi*tch*. De même, les journaux français écrivent parfois Windisch-Graetz...

2- L. Nagy Zsuzsa, *Trianon a magyar tarsadalom tudataban* (Trianon dans la conscience de la société hongroise), *Szazadveg* (Fin de Siècle), n° 3, 1987, p. 5-25.

3- Ch. Reber, *op. cit.*, p. 243.

4- *Op.cit.*, p. 152-153.

5- Ch. Reber, *op. cit.*, p. 125.

Bibliographie

BORSÁNYI (György), (publié par), *Páter Zadravecz titkos naplója* (Journal secret du Père Zadravecz), Bp., Kossuth, 1967, 311 p.GARAMI (Erika), *A frankhamisítás* (La falsification du franc), Bp., *Élet és Tudomány* (Vie et Science), n° 101, 2001.

KARSAI (Elek), *A budai Sándor-palotában történt 1919-1941* (Cela s'est passé dans le palais Sándor de Buda), Bp., 1963, p. 147-171.

ORMOS (Mária), *Hamis frankokkal tele böröndök,* (Des valises pleines de faux francs), *in* GERÕ (András), *Skandallum...,* Bp., 1993, p. 175-193.

Populaire de Paris (*Le*), 1926.

REBER (Charles), *Terrorisme et diplomatie,* Paris, La Technique du Livre, 1935, 330 p.

Revue Mondiale, 1926.

SZINAI (Miklós)-SZÛCS (László), *Horthy Miklós titkos iratai* (Papiers secrets de Nicolas Horthy), Bp., Archives Nationales, 1965, 534 p. *Bethlen István titkos iratai* (Papiers secrets d'István Bethlen), Bp. Kossuth, 493 p.

Touraine Républicaine (La), 1925, 1926.

« Panama de la réaction hongroise... »

Sur le scandale de Hongrie (Motion votée à l'unanimité)

Le congrès national du Parti socialiste, en présence du scandale soulevé par la découverte des agissements des faux monnayeurs royalistes et fascistes de Hongrie, dont il est apparu avec éclat qu'ils poursuivaient aussi bien des buts secrets de revanche militaire, que des fins d'extrême réaction intérieure.

Rappelle que c'est à la faveur de l'aveugle et brutale politique des gouvernements de réaction, des Clemenceau et des Poincaré que fut détruite la République Hongroise présidée par Karolyi - animé d'un esprit de paix et de fraternité internationale - et que fut installé et maintenu au pouvoir à Budapest, dans les circonstances les plus tragiques le gouvernement de la Terreur Blanche du dictateur Horthy.

Que malgré les avertissements apportés par le Parti socialiste, tant à la Tribune de la Chambre que dans la presse, ce gouvernement d'extrême réaction a rencontré l'appui financier complaisant des dirigeants du Bloc National et de la Société des Nations trop facilement abusée.

Constate que dans ce véritable Panama de la réaction hongroise, non seulement les directeurs de la Sûreté et quatre membres du ministère du comte Bethlen, mais son chef lui-même, le régent Horthy, sont gravement compromis dans la fabrication des faux billets de banque français.

Déclare que le maintien du régime actuel en Hongrie est un péril pour la paix de l'Europe et envoie à la classe ouvrière, aux socialistes de Hongrie et à toutes les victimes de la Terreur Blanche, l'expression de son entière solidarité. *Le Populaire de Paris - Journal Socialiste,* 15 janvier 1926.

Un meeting de protestation

.... Signalons encore que pendant que le comte Bethlen, au nom de la Hongrie, était à Genève, pour la session de l'assemblée de la Société des Nations, un grand meeting international était organisé à Genève pour protester contre la dictature et contre les faussaires de billets de banque en Hongrie... *Le Populaire de Paris,* 21 avril 1926.



Deuxième Année. — N° 47. DIMANCHE 18 Février 1906

Le Numéro : 10 centimes

BUREAUX : 11, RUE DU CROISSANT. PARIS

Abonnements :

5 fr. par an. — Etranger : 10 fr.

Les abonnements sont reçus dans tous les bureaux de poste.

LES Corbeaux

LES APACHES EN TONSURE

Anarchistes cléricaux attaquant la police

(Dessin de L'Ahasvérus)

L'IMAGE, LE RIRE ET LA LIBRE PENSÉE MILITANTE

La revue anticléricale *Les Corbeaux*

En pleine discussion sur la séparation des Églises et de l'État, au mois d'avril 1905, paraît en France une revue originale, *Les Corbeaux*, dont l'existence répond à l'émergence d'un militantisme par l'image tout à fait nouveau et caractéristique du mouvement social de la Belle Époque. Certes, depuis les années 1880 et la loi sur la liberté de la presse, la caricature et la satire commentent et accompagnent abondamment les crises et les affaires de la Troisième République. Certes, depuis plusieurs décennies, l'anticléricalisme s'exprime à travers la presse illustrée et emprunte au comique sa puissance corrosive. Mais l'affaire Dreyfus, où les fractions les plus réactionnaires de l'Église catholique, de l'armée et de la société se coalisent, suscite un mouvement anticlérical profond et populaire qui s'empare de la satire comme d'un puissant moyen de propagande militante. Le libre penseur exaspéré par les menées de l'Église et pressé de voir la Séparation se réaliser s'approprie un discours virulent mais ludique contre le clergé et la religion, et diffuse autour de lui dans une pratique sociale souvent provocante des quantités extraordinaires d'affiches, de tracts, de chansons, de papillons gommés et de cartes postales, en général illustrés. Par leur politique de diffusion massive d'images volantes, *Les Corbeaux* participent de cette mutation sociologique qui transforme le dessin de presse et la satire en moyen de propagande et le lecteur en homme d'action.

UN PROCESSUS RAPIDE

Le processus s'élabore en quelques années. Fin 1902, le quotidien républicain et anticlérical *La Lanterne* dirigé par Victor Flachon crée une Association des Lanterniers en s'appuyant sur une importante campagne d'affiche à l'échelle de tout le pays. Le placard, dessiné par l'affichiste Ogé, représente un homme d'Église transformé en chauve-souris dont les doigts crochus enserrent le Sacré-cœur de Paris. Sa grande silhouette noire empêche le soleil de briller sur la ville. L'affiche obtient un important succès et suscite de violentes réactions. *La Libre Parole* (d'extrême droite) et *La Croix* y voient une caricature de l'Archevêque de Paris et crient au scandale. *La Lanterne* profite de cette agitation pour développer son association et vend pendant plusieurs années l'affiche comme « moyen de propagande ». Au même moment se crée l'Association nationale des libres penseurs de France (ANLPF) au rayonnement plus large, qui aura pour présidents d'honneur Marcellin Berthelot, Anatole France et Ferdinand Buisson. Particulièrement dynamique, elle compte 25 000 membres en 1905. Le journal *L'Action* qui s'en fait le porte-parole officieux se lance grâce à une affiche de Jossot, « Contre toutes les calottes », elle aussi très largement diffusée notamment sous forme de cartes postales.

D'autres journaux comme *La Raison*, *Le Radical* et *Les Temps Nouveaux* plus ou moins liés à des organisations, auxquels s'ajoute une presse de province efficace et des maisons d'éditions qui se spécialisent, alimentent cette dynamique. Tous ont en commun de publier régulièrement des dessins anticléricaux, mais surtout, à partir de 1904, de diffuser des images volantes qui servent de support à une intense propagande. Cette année-là *L'Action* tente même de lancer une revue satirique, *L'Internationale*, à laquelle collaborent de grands noms de la libre pensée, du radicalisme ou du mouvement ouvrier comme Jean Allemane, Aristide Briand ou Clovis Hugues. La revue « anticléricale, républicaine et socialiste » comprend plus d'images que de texte contrairement à la presse quotidienne. Les dessins de Foggini attaquent violemment l'armée, mais aussi l'Église à qui il reproche l'immoralité de ses curés et de ses moines souvent représentés en porcs.

Mais *L'Internationale* disparaît au bout de quelques mois. Il faut attendre la fièvre provoquée par la discussion autour de la Séparation puis son application houleuse au travers des Inventaires pour voir la naissance d'abord de la revue *Les Corbeaux* puis un an plus tard, en 1906, de *La Calotte.* Toutes deux symbolisent l'alliance durable de l'image, du rire et de la libre pensée, dans la lutte anticléricale voire antireligieuse.

***LES CORBEAUX*, REVUE LIBÉRALE EN BELGIQUE**

L'hebdomadaire naît en fait au milieu de l'année 1904 en Belgique. Satirique et très illustrée, fondée par son principal dessinateur Didier Dubucq qui signe le plus souvent « Ashavérus », la revue défend une ligne démocratique-libérale, ouvertement anticléricale. C'est que l'opinion et la classe politique belge se partagent entre « cléricaux » d'un côté et « libéraux » de l'autre auxquels s'allient les socialistes à la fin du XIX[e] siècle. La question scolaire cristallise les tensions politiques. Depuis les années 1880 les conservateurs dominent les institutions. Ils favorisent l'Église prompte à défendre la monarchie et l'exploitation ouvrière.

La revue de Dubucq accorde plus de la moitié de sa surface au dessin satirique et combine les textes aux images dans une mise en page particulièrement novatrice. Elle attaque le gouvernement, lui reproche son cléricalisme et ses difficultés à gérer le budget de la nation. Elle intéresse ses lecteurs à l'actualité internationale : les dissensions entre puissances coloniales à propos du Maroc ; la terrible répression de la révolution de 1905 par le tsarisme sanguinaire, etc. Mais elle publie aussi des dessins saisissants qui focalisent sur l'homme d'Église, soulignent la fainéantise des moines, la paillardise des curés ou leur cupidité.

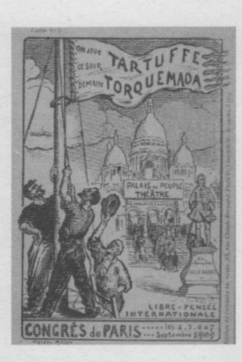
Très vite, le gouvernement prend des mesures contre *Les Corbeaux*. Boycotté dans les gares puis dans les kiosques à journaux, l'hebdomadaire se voit interdit dans les casernes ; certains de ses vendeurs qui diffusent aussi la presse socialiste sont arrêtés ; deux numéros partiellement saisis. Courant 1905, Dubucq décide d'implanter sa revue en France où la situation politique diffère totalement : l'anticléricalisme d'État favorise en effet l'expression des critiques envers ●●●











●●● l'Église et la libre pensée y est beaucoup plus dynamique qu'en Belgique.

Une rédaction libre penseuse en France

Pour l'édition parisienne des *Corbeaux*, Dubucq s'entoure de libres penseurs militants. Maurice Barthélemy, Simon N., Joseph Ghysen, Pierre Erard et Gardanne forment le gros de la rédaction. Barthélemy est affilié à l'Association nationale des Libres Penseurs de France, à la Ligue des Droits de l'Homme, et à l'Association anticléricale des Lanterniers. Ancien rédacteur dans différents journaux anticléricaux, il signe un ouvrage sur *La Libre Pensée et ses martyrs*. Le docteur Simon, ancien avocat, affilié lui aussi à l'ANLPF où il rapporte certaines motions dans des congrès, est un auteur à succès ; ses livres au ton léger et souvent drôle portent des titres non équivoques : *Sorcellerie Chrétienne*, *Promenade humoristique à travers les Dogmes*, *Ni Dieu ni âme*, etc. Ils font l'objet de rééditions ; l'un d'eux dépasse les cent mille exemplaires vendus ; tous sont traduits en italien, un en allemand. Ghysen, lui, dirige la libre pensée de Tournai en Belgique, et s'avère très actif dans la Franc-maçonnerie. Le publiciste Pierre Erard, de son côté, secrétaire général l'Association anticléricale des Lanterniers, parcourt le pays pour en organiser les groupes. Il gère aussi le journal *La Lanterne*. Gardanne, enfin, se présente comme un ancien militant révolutionnaire de la CGT.

Les Corbeaux diffusent la liste et les adresses des publications ou des journaux libres penseurs (au nombre de 500 en France en 1906)

La revue s'adresse inlassablement aux « militants », aux « cercles et aux groupes de libre-pensée », aux « loges », voire aux « camarades ». Elle n'hésite pas, par exemple, à se faire connaître à travers *l'Annuaire illustré de la Libre-pensée internationale*. *Les Corbeaux* rapportent et commentent les différents Congrès de libre pensée de Paris et de Rome ; ils participent à celui de Prague en 1907 : le lecteur apprend que « *des lettres et des télégrammes de tous les pays ont été lus et acclamés, notamment la dépêche de la rédaction des Corbeaux* ». La revue publie les encycliques, des articles politiques, documentaires, historiques, juridiques, scientifiques ou des textes franchement satiriques sur l'histoire des Églises, les dogmes, les cultes, l'obscurantisme et l'omniprésence des « ratichons ».

Elle se moque de la bible, du dieu unique et trinité à la fois, des apôtres, mais aussi des saints comme cette « Sainte Hure » dont on raconte l'enfance miraculeuse : elle ne sait pas parler qu'elle prie déjà ; elle ne sait pas marcher que déjà elle s'agenouille au pied des autels… La sainte fait des miracles : elle recolle la tête d'un décapité… mais sur le postérieur du malheureux et non sur ses épaules. Évidemment elle meurt en martyre… sous les coups de l'Église qui lui reproche ce type de miracles. L'histoire se termine néanmoins joyeusement : « les charcutiers l'ont adoptée pour patronne. Elle empêche le beurre de rancir et veille sur la bonne réussite des confitures » !

Les Corbeaux diffusent la liste et les adresses des publications ou des journaux libres penseurs (au nombre de 500 en France en 1906). Elle donne, sous le titre « Groupons-nous », les coordonnées des militants et des organisations à contacter, ainsi que le montant des cotisations. Le journal reprend les orientations des congrès et multiplie les slogans comme « Et vive la République sociale » ; « Nationalisme, Cléricalisme, c'est la guerre ; République, Pensée libre, c'est la paix ; Électeurs, choisissez ».

La rédaction est animée d'un souci permanent d'émancipation des esprits. Elle répond souvent à des demandes de lecteurs, qui réclament la liste des dernières brochures, voire d'ouvrages de référence. *Les Corbeaux* sont avant tout propagandistes et se présentent, en 1908, comme un « organe de la Libre-pensée française ». Il s'agit d'un organe aux opinions hétérogènes, à l'image du mouvement lui-même. L'anticléricalisme en effet n'est pas l'apanage d'un groupe. Des forces sociales souvent concurrentes s'en réclament : républicains, socialistes, diverses fractions du mouvement syndicaliste, anarchistes, Francs-maçons et bien sûr les libres penseurs organisés dans les différents groupes, cercles, fédérations et associations. Même l'Action française d'extrême droite critique à sa manière le clergé ! Les rédacteurs des *Corbeaux* reflètent la diversité de l'anticléricalisme de gauche et se donnent pour tâche de rassembler autour du journal les organisations et les lecteurs isolés en lutte contre l'Église.

La revue a une diffusion d'envergure nationale. En effet, la rubrique « petite correspondance » répond à des courriers de lecteurs en provenance de grandes villes comme Rennes, Paris, Tours, Nancy, St-Étienne, Besançon, Toulouse et Nice. D'autres habitent des localités plus modestes comme La Fère dans l'Aisne, Doullens dans la Somme, Soisy-sur-Ecole en Seine et Oise, Grasse, Donzy en Bourgogne et des départements comme l'Aude, la Vendée, les Vosges et la Gironde. Le peintre surréaliste Clovis Trouille se souvient dans une interview « qu'à Amiens, un camion passait qui distribuait *Les Corbeaux*, journal humoristique antireligieux ». Même à Alger, la *Pensée Libre* locale indique à ses lecteurs être en relation avec une vingtaine de journaux, dont *Les Corbeaux*. Enfin en 1905, l'Allemagne interdit la diffusion de l'hebdomadaire anticlérical en Alsace-Lorraine.

Propagande par l'image

Alors que Dubucq en Belgique s'était contenté de faire paraître ses dessins à travers sa seule revue, en France, il met au

point une importante stratégie de « propagande » par la production et la diffusion d'images volantes dont la destination est clairement partisane et militante : 150 cartes postales différentes voient le jour sur les cinq années de parution, soit plus d'une nouvelle tous les deux numéros ! ainsi que des affiches, des papillons gommés, des tracts en couleur et autres cartons pour menus, calendriers ou almanachs qui reprennent ou non des dessins déjà parus dans le journal. Tous sont proposés à la vente aux « cercles et aux groupes de propagande », aux « militants », aux abonnés et aux lecteurs.

Ce changement de politique éditoriale par rapport aux *Corbeaux* belges apparaît dès le numéro 4 de la version parisienne. Dubucq édite une carte tirée sur papier ivoire qui exhorte tout un chacun sur le thème « Ne donnez plus votre argent aux curés » : un curé suivi d'un compère rigolard tend un tronc de collecte à un fidèle… transformé en poire. Dubucq voit grand et diffuse l'image par lots de cent et de mille cartes ! À partir d'octobre 1907, les cartes postales présentées comme « les plus pétaradantes, les plus rigouillardes, les plus catapulteuses, les plus époilantes et les plus pharamineuses » sont vendues par séries de 12, 24 ou 42 voire 64 unités.

Autre moyen de « propagande anticléricale » par l'image qui traduit un activisme plus net, les papillons gommés, véritables autocollants de la Belle Époque. On édite des réductions de dessins parus dans le journal, sous forme de petits carrés, dont la légende se limite à un ou deux mots qui renforcent le message. Le journal propose vers le milieu de l'année 1906 des lots de cinquante « papillons anticléricaux » « à coller partout ». Il s'en vend plus de 3 000 par jour. « Collez ! Collez partout, sur les troncs [d'église], les portes, dans les chapeaux de vos amis, au dos des lettres, sur les affiches nationalardes, etc. » exhorte la revue. Plus loin on appelle le lecteur à apposer ces vignettes « dans les rues, les églises, sur les presbytères et par ces temps de villégiatures [l'article est rédigé en à la fin de l'été], jusque dans les chemins de fer ». L'anticlérical marque ainsi d'images impies son territoire et rentre dans le sanctuaire religieux pour harceler ses « victimes » cléricales, en toute discrétion.

Le succès est considérable. La revue indique avoir vendu 100 000 papillons en un mois ! Ce type de propagande est alors largement répandue, notamment lors des périodes électorales. En 1908, dans la prévision des prochaines élections municipales, les *Corbeaux* lancent une nouvelle série de vignettes et ne les proposent plus cette fois que par paquet de mille. Il s'agit bien de « faire de la propagande en s'amusant » car les « papillons (…) seront autant de petites affiches électorales ». Jacqueline Lalouette, historienne de la libre pensée, a retrouvé plusieurs placards électoraux en Gironde sur lesquels avaient été collés des papillons illustrés des *Corbeaux* et de la *Raison*, ce qui atteste la réalité du procédé et son éparpillement sur le territoire, alors que la rédaction de ces journaux se situait à Paris.

Le journal propose vers le milieu de l'année 1906 des lots de cinquante « papillons anticléricaux » « à coller partout ». Il s'en vend plus de 3000 par jour.

La pratique anticléricale s'appuie sur d'autres formes d'images qui visent à faire de nouveaux adeptes. Dès le mois de mai 1906 *Les Corbeaux* éditent des « images de propagande anticléricale (…) à répandre partout ». Il s'agit de tracts de 16x18 cm comprenant des dessins anticléricaux sur quinze sujets différents, à distribuer « dans les conférences, les réunions publiques, à la porte des bureaux de vote, dans les cafés ».



On n'achète pas moins de 3 000 exemplaires à la fois, au prix « modique » de 3,85 F ! (À l'époque, un quotidien vaut 5 centimes et les revues satiriques illustrées en valent 10).

Les Corbeaux proposent en outre aux « militants » des affiches à coller. La première, « Compère et Compagnon » représente un curé et un gros cochon lisant l'anticléricale revue. Imprimée en couleur, elle mesure 63 centimètres sur 44 et se vend à l'unité, par dix ou par cent exemplaires (20 francs). Là encore, le journal indique qu'il faut « répandre notre journal, propager *Les Corbeaux*, coller nos affiches sur tous les murs, à toutes les fenêtres des cafés, dans toutes les salles de réunion, sur les presbytères, les églises… ». Six mois plus tard la revue édite un second placard. Cette fois un gros vicaire, riche et bien nourrit, se délecte de la lecture des *Corbeaux*. Ces affiches ont un caractère auto-promotionnel, mais trouvent écho auprès des lecteurs militants pour qui diffuser le journal et placarder des images forment des actes de propagande.

La revue publie un calendrier et des almanachs, pratique largement répandue dans la presse de l'époque. Elle édite aussi des menus illustrés qui accompagnent les banquets organisés par les libres penseurs à l'occasion du vendredi prétendu « saint ». Plutôt que de faire maigre, les joyeux convives, insensibles aux menaces et autres anathèmes ecclésiastiques, partagent viandes et cochonnailles. Sur l'un de ces menus, Marianne tire au canon sur un curé affolé. Sur un autre, une fourchette surdimensionnée pique un amas de prêtres et illustre la célèbre formule « bouffer du curé ».

La satire accompagne la vie de l'anticlérical. On la retrouve lors des manifestations publiques. Tous les ans au mois d'août, la libre pensée commémore le martyre d'Étienne Dolet. Comme l'indiquent les rapports de police, la revue *Les Corbeaux* a sa place dans le cortège avec un grand placard illustré. Les manifestants affichent leur anticléricalisme avec des silhouettes anticléricales piquées au chapeau ; on brûle des effigies de curés en criant sa haine de l'Église ou des slogans en mémoire de la Commune.

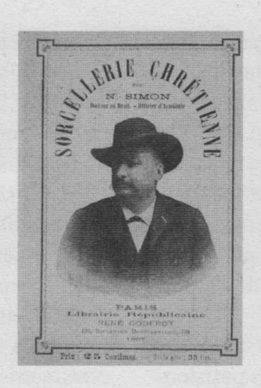
Rire et violence contre une religion étouffante

En plus des *Corbeaux*, toute une presse (*L'Action, La Raison, La Lanterne, Le Radical, Les Temps Nouveaux, La Calotte* et d'autres) diffuse ce type d'images. La province n'est pas en reste. *Le Progrès* par exemple, édité au Havre, propose des silhouettes gommées mais aussi un « *supplément illustré pour propagande anticléricale* » vendu par ballots de… cinq mille ! Les quantités révèlent l'enthousiasme populaire pour l'imagerie hostile à l'Église.

L'incidence de cette propagande sur les esprits et sur l'Église est difficile à mesurer. La satire anticléricale populaire des *Corbeaux* et plus généralement de la presse libre pen- ●●●









●●● seuse invente un langage particulièrement violent et ne ménage ni l'obscène, ni la scatologie, ni la raillerie pour attaquer le monde ecclésiastique, mais aussi les dogmes et le culte. Le dessinateur montre un Dieu créé à son image, dominé par ses humaines faiblesses, bricolant sa création assis les fesses par terre ou se mettant « en grève » pour prolonger sa sieste. Dans la revue de Dubucq, la trinité fait l'objet de moqueries innombrables ; le « pigeon » représentant le Saint-Esprit est souvent mis en cage ou transformé en perroquet imbécile ; Joseph porte d'immenses cornes de cocu. Le culte est présenté comme une sorcellerie, les invalides reviennent de Lourdes plus handicapés encore et le croyant devient un âne à force de croire aux sornettes de la religion. *Les Corbeaux* attaquent les « cléricafards », les « cléricanailles » ou les « cléricochons » qui, transformés en porcs, ne cachent plus leur lubricité. La cupidité du prêtre est sans limite : il prie son véritable dieu, agenouillé devant un coffre-fort. Présentés sous l'apparence de boucs, les ecclésiastiques font l'objet d'accusations de pédophilie récurrentes. Dans le domaine scolaire, ils imposent aux enfants des châtiments cruels et des punitions imbéciles. La revue attaque abondamment le pape qu'elle présente sous les traits d'un homme vil et cupide, souvent nu, le physique dégradé, affaibli par les coups répétés de Marianne.

La virulence grossière et le comique qui traversent la satire anticléricale ont rebuté les historiens qui y ont vu l'expression d'une irréligion basse et commerciale. Pourtant ce discours sacrilège a une véritable justification sociale. Militant, il vise d'abord un milieu populaire. Le propagandiste anticlérical critique en effet cette élite libre penseuse dont les raisonnements complexes s'expriment trop volontiers au travers d'ouvrages sérieux, difficiles et donc inaccessibles. Il se dote d'un langage ludique propre à matérialiser une critique radicale de l'Église et de la religion mais que tout un chacun pourra s'approprier par le rire et finalement diffuser autour de lui dans un milieu enclin au sarcasme.

> La virulence grossière et le comique ont rebuté les historiens qui y ont vu l'expression d'une irreligion basse et commerciale.

La diffusion massive de représentations impies permet au milieu anticlérical de s'afficher durablement dans l'espace public : sur les palissades et les affiches, par la poste et dans les lieux publics, vignettes, tracts et affiches démontrent et rappellent au citoyen l'existence d'activistes opposés au conformisme religieux, qui ne craignent pas les foudres de l'Église. Le dessin anticlérical banalise le blasphème (alors jugé diabolique et pervers) jusque dans le confessionnal où le papillon gommé trouve sa place sans pour autant susciter la vengeance divine. Les menaces de l'Église perdent alors de leur puissance. Les Écritures, les cultes ou l'Église subissent l'effet puissant de la désacralisation par le rire. Comment respecter un Dieu hilare, volontiers porté sur la bouteille ou un pape que le dessin montre dans les toilettes, sur son trône, une tétine dans la bouche en train de « lâcher » une bulle papale ?

L'anticlérical doit aussi trouver une parade à ce millénaire de représentations religieuses qui, sous la forme de peintures dans les églises, d'illustrations de catéchismes ou d'images d'Épinal, auront favorisé l'intégration de schémas mentaux propres à imposer la soumission aux dogmes. Ainsi a-t-il fallu s'attaquer à ces images dont l'Église s'est approprié la puissance depuis le second concile de Nicée au VIII[e] siècle. Le propagandiste libre penseur multiplie les parodies, détourne les codes de représentations pour mieux en démonter les mécanismes dans les esprits à affranchir.

La brutalité du discours satirique traduit la difficulté de s'émanciper du carcan religieux, le poids moral de l'Église sur la société, ses pressions multiples contre les attitudes affranchies : dans les années 1880 le Vatican menace d'anathème toute personne se faisant incinérer ; bien des ouvrages subissent encore en 1905 la mise à l'Index ; par la confession, le curé organise une véritable police des esprits, etc. A contrario, le comique libre penseur et son caractère facilement trivial manifestent l'extraordinaire joyeuseté de ce mouvement anticlérical aux allures libertaires, son besoin d'émancipation intellectuelle et morale. Alors que l'Église condamne la chair et le rire, mobilise son armée pour bannir le plaisir des relations amoureuses et prône la résignation, une fraction de la population crie sa joie de vivre à travers la satire. Comme l'écrit Simon, un des rédacteurs des *Corbeaux*, les libres penseurs veulent savourer « en gourmets les plaisirs de la bonne chère et les friandises de l'existence ».

L'image militante passe au mouvement ouvrier

L'Église catholique après 1905 a perdu du terrain du fait de la loi, mais profite des faiblesses d'une République accommodante qui recule à chaque nouvelle encyclique du pape. La césure plutôt symbolique n'en est pas moins réelle. Si le poids de la religion reste important, s'émanciper de l'Église est devenu moralement plus facile depuis que l'État a lui-même, au moins officiellement, affirmé sa neutralité.

À partir de 1907, la libre pensée organisée se plaint de voir ses effectifs diminuer. Bien des adhérents semblent en effet se contenter des mesures législatives prises par les Chambres même si leur application reste modeste. La presse anticlérica-

le avec en tête *Les Corbeaux* ou *La Calotte* tente de galvaniser les troupes, montre quel chemin il faut encore parcourir et dénonce les reculs de la République. On souligne la mollesse de Clemenceau et Briand; on regrette le « grand » Combes. Les dessins oscillent entre des représentations contradictoires d'une Église affaiblie par la loi républicaine, ou d'un clergé encore capable de tromper les esprits et de vivre dans une aisance scandaleuse. Mais même la célèbre *Assiette au Beurre* accorde de moins en moins de place au dessin anticlérical.

Avant de disparaître fin 1909, la revue *Les Corbeaux* évoque les discussions et les dissensions qui traversent le mouvement socialiste et syndical à propos de l'anticléricalisme. Jules Guesde voit depuis longtemps dans la lutte contre l'Église un moyen de détourner les travailleurs du véritable combat contre la bourgeoisie et le capitalisme. On critique l'anticléricalisme gouvernemental qui permet de faire oublier les promesses sociales non tenues. La revue dénonce les injustices et le capitalisme, défend la « saine égalité sociale ». Elle fêtait déjà, fin 1905, la victoire électorale de Roblin, candidat socialiste de Nevers, élu contre un radical socialiste. Il s'agissait alors de « la victoire de l'organisation politique et économique du prolétariat ». *Les Corbeaux,* devenus méfiants vis-à-vis de certains républicains, suggèrent que soient rédigés des cahiers de revendications à faire signer aux candidats avant de voter pour eux. Ils insistent sur l'importance des élections où les « camarades » doivent mener la « lutte à outrance pour la réalisation des réformes démocratiques et sociales telles que la laïcisation complète, (…) le monopole de l'enseignement, l'impôt sur le revenu, la suppression des conseils de guerre, le rachat par l'État de toutes les compagnies de chemin de fer, les retraites ouvrières ». Et tout cela, dans une visée strictement électoraliste: pas question de luttes de classes, car « c'est par le bulletin de vote qu'on réalise ce programme ». Pourtant, « Le Donneur d'Eau Bénite » (les pseudonymes sont à l'image de la joyeuseté de la revue), dans un article incisif, critique vertement « le Ministère de l'incohérence » et reprend l'appel de Marx: « prolétaires de tous les pays, unissez-vous. Consciences de tous les pays, solidarisez-vous! ». Comme on le voit, la revue anticléricale est de plus en plus sensible aux questions sociales.

La revue aura donc joué un grand rôle dans l'affirmation d'un anticléricalisme populaire, sarcastique et irrespectueux.

Depuis l'Affaire Dreyfus, l'hostilité des progressistes a d'abord visé l'Église mais l'armée et les patrons n'ont pas été épargnés. À partir de 1906, le mouvement ouvrier se renforce, les grèves se multiplient. Les travailleurs réclament la journée de huit heures et les retraites ouvrières. L'antimilitarisme et le syndicalisme révolutionnaire (souvent confondus) s'emparent à leur tour de l'image pour exprimer les aspirations sociales, notamment au travers des dessins de Delannoy et de Grandjouan. Mais cette fois, le ton est nettement moins drolatique: les enjeux ont changé. Dessinateurs et militants n'ont plus seulement comme ennemi une Église en perte de vitesse dont il faut désacraliser l'idéologie et le culte, mais l'État républicain dans son ensemble, avec ses tribunaux et sa troupe qui défendent la bourgeoisie. Si les radicaux au pouvoir ont favorisé l'anticléricalisme de la rue, ils s'opposent avec violence à ceux qui dénoncent l'armée et soutiennent les grèves ouvrières que Clemenceau le « premier flic de France » réprime dans le sang. Militants et dessinateurs, que des tribunaux harcèlent, subissent la répression et parfois la prison.


— LA RAISON — 3

…SON", 30, RUE MONTMARTRE, PARIS (1er)

…ochures - Ouvrages de Littérature, de Philosophie et de Science

…A RAISON" Tous les numéros parus dans le mois

L'ARAIGNEE D'EGLISE
Le mille : 2 fr. 50. — Par la poste : 3 francs.

LA VOILA, LA VRAIE DELATION
Le mille : 1 fr. 50. — Par la poste : 1 fr. 80.

HARDI JUSQU'AU DERNIER !
Le mille : 1 fr. 50. — Par la poste : 1 fr. 80

VINS DU NARBONNAIS
M. A. AZAÏS
5, rue de Lunes, à NARBONNE (Aude)

LIBRAIRIE DU PROGRÈS
Dictionnaire La Châtre

La Librairie du Progrès demande des représentants pour le dictionnaire La Châtre. — Préférence accordée aux membres des Sociétés de Libre Pensée. — Remise avantageuse. — S'adresser à LA RAISON

A. NAPOLI
48, Rue d'Argout – PARIS
Fabricant de cordons maç.

Des lots de papillons anticléricaux.

La presse antimilitariste s'empare de la carte postale. De son côté, la CGT agrémente son organe *La Voix du Peuple* de puissants dessins de Grandjouan. Les anarchistes, eux, diffusent de grandes quantités de papillons gommés. Mais ce milieu militant beaucoup plus structuré que la libre pensée accorde à l'image une fonction nouvelle: par voie d'affiches, de tracts ou de brochures généralement illustrés, les organisations annoncent les réunions, informent les travailleurs de l'activité des syndicats ou des groupes et surtout, les appellent à s'organiser contre le patronat. Le dessin militant est devenu politique et social. Il ne vise plus seulement à détruire une idéologie obsolète, mais à préparer les masses à la révolution sociale. Le dessin harangue la classe ouvrière et forge en quelques traits la figure du héros prolétarien qui ne craint pas les violences de la troupe.

Le rire en mots ou en images, à travers notamment sa diffusion par la revue emblématique *Les Corbeaux*, aura donc joué un grand rôle dans l'affirmation d'un anticléricalisme populaire, sarcastique et irrespectueux. Il aura permis à toute une génération souvent dispersée mais combative, en rébellion contre le joug religieux, de s'exprimer en faveur d'une émancipation des mœurs où la liberté devienne la règle. Jusqu'à l'affaire Dreyfus, les camelots professionnels assurent la distribution de la grande masse des feuilles volantes. Mais dorénavant la presse propagandiste s'appuie sur l'activisme dont fait preuve une fraction non négligeable de l'opinion. Le libre penseur, puis le syndicaliste révolutionnaire et l'antimilitariste, s'emparent de l'image dans une geste militante. Le fait politique, jusque-là médiatisé par les mots, devient signe, acquiert une dimension iconique que les grands partis ouvriers utiliseront largement après la guerre. Cette mutation préfigure aussi l'utilisation systématique du dessin et de la photographie dans la propagande officielle de l'État pendant cette première guerre mondiale où la République et son armée, la bourgeoisie, l'Église et les dirigeants ouvriers, se retrouvent main dans la main dans une quasi unanime Union sacrée. La presse contestataire de la Belle Époque cède alors la place à quelques feuilles dont le *Canard Enchaîné*, qui se débat dans la clandestinité. ■

Guillaume Doizy

Détroit de Messine

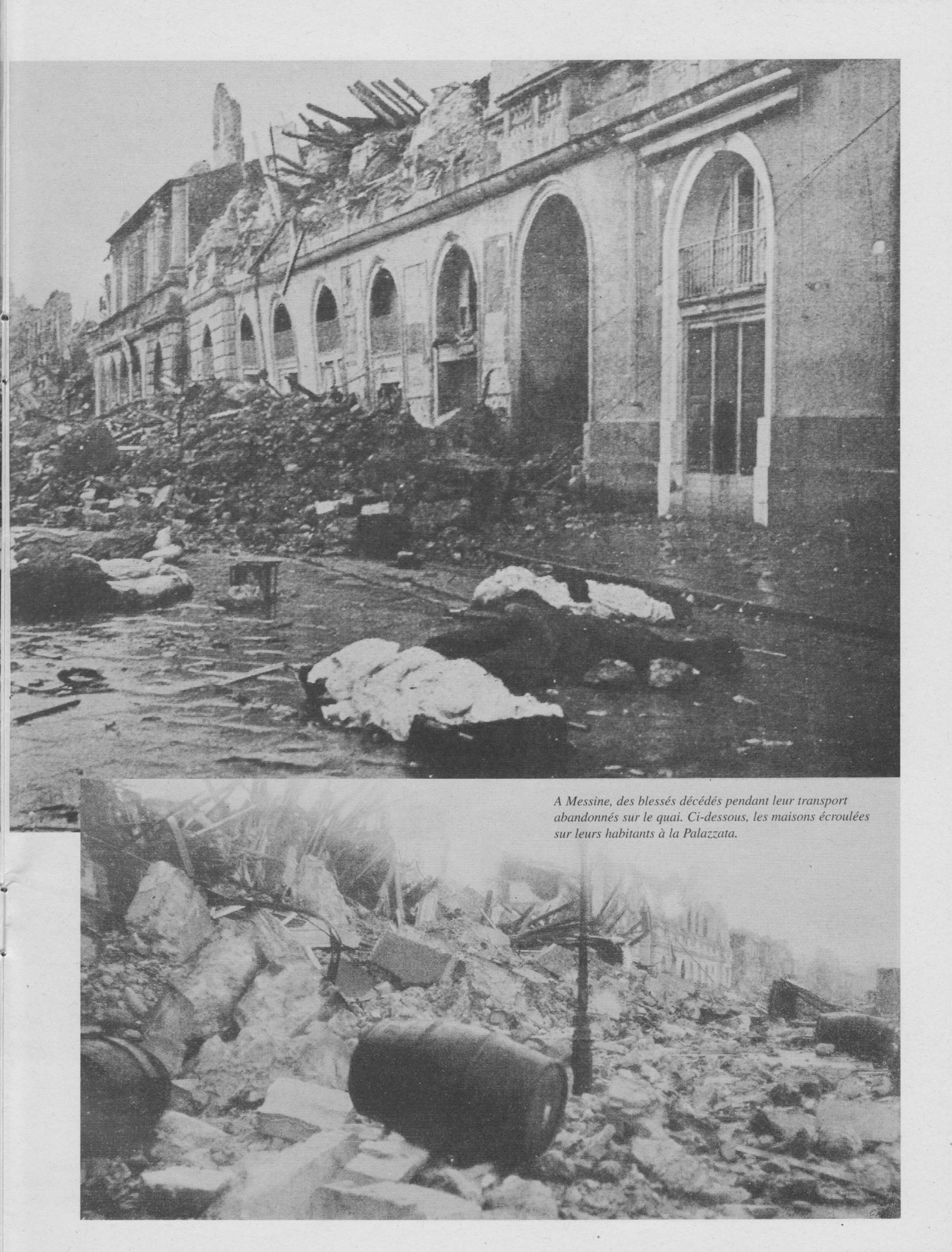
Un raz de marée survient quelques secondes après les secousses sismiques...

Le tsunami dévastateur du 26 décembre dernier en Asie du sud-est a déclenché la solidarité internationale que l'on sait. Cette émotion généreuse nous a souvent été présentée comme quelque chose d'unique, sans précédent, signe de la mondialisation des temps. Pour remettre l'événement à sa place dans l'histoire, voici des extraits d'articles et des photos relevés en feuilletant *L'Illustration* des 2, 9 et 16 janvier 1909.



Le chroniqueur, Henri Lavedan, commente le tremblement de terre et le raz de marée qui a suivi faisant plus de 100 000 morts aù sud de l'Italie, en Calabre et Sicile le 28 décembre 1908.
« Le propre de pareilles catastrophes est aussi de produire dans le domaine moral, par leur formidable répercussion, les effets les plus violents et les plus opposés. Elles sont à la fois une irrésistible cause d'abattement et une source de merveilleux courage. Elles font sortir de l'homme secoué et retourné aussi par un tremblement d'âme, ses sentiments extrêmes, les excellents et les pires, elles créent le voleur et le sauveteur, le pillard et le héros. Elles vivifient ceux qu'elles n'ont pas broyés. À la minute que l'on se dit : "À quoi bon tant s'agiter, travailler, se donner de la peine, quand on est aussi peu assurés de l'heure qui s'avance..." à cette même minute on projette, on bâtit, on plante, réempoigné par un plus impétueux désir de conservation et une plus ardente volonté de durer. La créature humaine a, par-dessus tout, l'instinct de la réparation, du recommencement. Reconstruire sa maison, retracer son jardin, refaire son bonheur est chez elle une touchante et animale idée fixe. Les ruines, si terribles qu'elles soient, n'ensevelissent pas toujours l'espoir qui s'échappe par la moindre fissure. Et ce qui est enfin émouvant au suprême degré, c'est cette propagation de la pitié, cette solidarité terrestre, cet internationalisme de la bonté, qui, au lendemain du malheur exceptionnel et de premier ordre, soulèvent et groupent les peuples, amis ou ennemis, leur font tout oublier, les mobilisent dans un mondial élan de charité fraternelle, sans calcul, sans intérêt, sans profit, uniquement parce que tous on est épars sur les points les plus divers du globe qui craque, cette chose incompréhensible et désolante, extraordinaire, sublime, abjecte et pitoyable : des hommes. Et alors on se reprend aux habitudes de dévouement et de sacrifice depuis longtemps atténuées ou perdues. On donne de l'argent, un million et un sou, et aussi ses soins, son cœur, ses larmes. On chauffe des trains, on frète des bateaux, on part. Des femmes, des jeunes filles, des mères, de toutes classes, nobles et bourgeoises, n'ayant pour parure qu'une croix rouge sur un brassard de toile, se hâtent vers les charniers dont elles seront, même s'il est trop tard, les anges de la délivrance. Faute d'avoir pu sauver les survivants, elles enseveliront les morts et prendront par sa petite main, si froide, l'inerte orphelin exténué, nu comme au jour de sa naissance et qui, même en cet état, veut pourtant sa part de joies et ce qui lui revient d'avenir.
Je pensais donc à tout cela, ces jours premiers de l'année, injustement stupéfait qu'on eût encore le cœur aux sacs de pralines, aux corbeilles de roses, aux cartes de visites. Mon esprit éperdu, qui ne m'appartient pas, ne pouvait s'arracher de là-bas, où il a couru tout seul sans me demander la permission, et d'où il ne cesse de m'envoyer à chaque instant les plus abominables images. En vérité, je ne suis jamais allé en Sicile, mais en ce moment je m'y trouve, j'y suis, malgré moi, je respire l'odeur d'enfer et je vois, je vois tout. (...)

●●●



A Messine, des blessés décédés pendant leur transport abandonnés sur le quai. Ci-dessous, les maisons écroulées sur leurs habitants à la Palazzata.

Tous les édifices situés au bord de la mer, ont été renversés par l'immense vague

« Un tremblement de terre, qui a eu des conséquences effroyables, a secoué la Calabre et la côte orientale de la Sicile, lundi dernier, vers 5 heures du matin. Le détroit de Messine – le Bosphore italien – large d'une dizaine de kilomètres, paraît avoir été le centre du cataclysme qui a ravagé ses deux rives, atteignant surtout Messine et Reggio-de-Calabre.

Dans une position merveilleuse, au pied du mont Pélore, Messine s'aligne, le long d'un des plus beaux ports du monde, en maisons monumentales, construites sur un même plan, qui forment le quartier aristocratique de la ville. On conçoit les ravages qu'a pu produire un raz de marée survenant quelques secondes après les secousses sismiques, et il est malheureusement vraisemblable que cette cité de 126 000 âmes soit, comme on l'annonce, presque anéantie. L'hôtel de ville, la Bourse, le palais des Postes et Télégraphes, l'hôtel Trinacria où dormaient de nombreux voyageurs, tous les édifices situés au bord de la mer, ont été renversés par l'immense vague qui a subitement recouvert les quais. Un incendie énorme fut ensuite provoqué par l'explosion du gazomètre, et, tandis que les habitants se sauvaient au milieu de l'obscurité, sous une pluie battante, les prisonniers, recouvrant leur liberté, pillaient les ruines. Les télégrammes officiels annoncent 50 000 victimes, parmi lesquelles le général Costa, l'évêque de Messine et nombre de grands personnages. Reggio, ville de 50 000 habitants, située en face de Messine, du côté continental du détroit, est entièrement détruite. (...)

À la première nouvelle de la catastrophe, le gouvernement français a donné l'ordre au commandant de l'escadre de la Méditerranée d'envoyer à Messine deux cuirassés et deux contre-torpilleurs, après avoir embarqué des secours de toute nature. »

(*L'Illustration* du 2 janvier 1909)



Ci-dessus : la rue Cavour à Messine.
Ci-contre : les premiers secours effectué[...] médical du cuirassé russe Makaroff, arri[...] de la catastrophe.



otamment par le personnel
à Messine le jour même

Les sauveteurs vaillants occupés à fouiller les décombres accumulés sur la terre d'épouvante, dans l'espoir d'arracher encore au désastre quelques victimes survivantes, ont eu plus d'une fois sous les yeux cet émouvant tableau : deux êtres l'un à l'autre chers, deux proches, surpris tout à coup dans leur sommeil par le cataclysme et unis dans la mort sans avoir eu le temps de desserrer leur étreinte affectueuse, ou bien réveillés en sursaut et tués comme le plus fort cherchait à protéger l'autre. Mainte dépêche signale de ces découvertes tragiques : ici deux sœurs, deux jeunes filles célèbres pour leur beauté ; là, deux époux, le mari tenant dans ses bras sa femme comme pour la sauvegarder. Geste vain ! Pourtant, quand on songe aux souffrances, aux angoisses qu'ont pu endurer ceux, trop nombreux sans doute, qui ont agonisé lentement, pendant d'interminables journées, sous les ruines — puisqu'on retrouve encore après dix jours des vivants —, on se demande s'il ne faut pas envier le sort de ceux qui furent ainsi écrasés, foudroyés ensemble.



LA RECHERCHE DES VICTIMES DANS LES MAISONS EFFONDRÉES : UNE IMPRESSIONNANTE DÉCOUVERTE
Photographie de l'*Illustrazione italiana*.

Au bord des plus beaux flots du monde…

Les expressions « visions d'enfer » dans des contrées jusque-là « paradisiaques » ont été abondamment utilisées dans les commentaires des reportages des envoyés spéciaux dans les régions dévastées d'Asie du sud-est.
On retrouve dans la presse de 1909, avec le style de l'époque, le même contraste entre « l'idéale beauté » d'avant et les visions « infernales » d'après...

Villes maudites des livres saints ou des contes, englouties par les eaux furieuses ou consumées par le feu du ciel en expiation de crimes monstrueux, capitales fameuses, trop insolente en leur prospérité, soudainement effacées de la carte du monde par la flamme et par le fer, nulle catastrophe dont l'histoire ou la légende nous aient conservé le souvenir ne dépasse en horreur, si elle l'égale, le tragique destin de ces calmes et souriantes cités de la Sicile et de la Calabre, anéanties en quelques minutes par le plus effroyable des cataclysmes : Messine, fastueuse et jolie, Reggio, accueillante, renversées, ruinées, en même temps que tant de bourgs, de villages charmants, épars au bord des plus beaux flots du monde, sous des verdures incomparables.
La grâce même que revêtaient ces lieux ajoute à l'émotion qui vous étreint lorsqu'on songe au sort terrible qui fut le leur. Leur idéale beauté avait fait leur renom. Même sans les connaître, on les aimait en



Parmi les tout premiers détails qu'on connut, touchant la catastrophe, il en est un qui frappa plus particulièrement, car il révélait une étrange vigueur de la bête humaine même chez des êtres que l'effroi eût dû affoler, ou tout au moins retenir : à peine les secousses exterminatrices avaient-elles cessé, qu'une nuée de gens sans aveu et sans peur, à coup sûr, envahissaient les localités sinistrées, et plus particulièrement Messine, vile riche, et se mettaient à l'œuvre pour piller. (...)
Notre gravure montre, cernée par les soldats, l'arme au poing, une maison dans laquelle est réfugié un individu suspect. Ce peut bien être un pauvre diable revenu pour chercher dans sa maison des souvenirs précieux, ou simplement quelque ustensile. Mais, si c'est un voleur, son cas est simple : tout pillard pris sur le fait est fusillé.

silence, et bien des cœurs, d'un bout à l'autre du monde, aspiraient ardemment à les voir un jour avant que de cesser de battre. Jusque dans les descriptions sinistres que nous donnent aujourd'hui les reporters, s'imposent, aux plus insensibles à ces choses, des touches pittoresques et colorées. Celui-ci, les yeux hagards devant les spectacles de désolation qui s'offrirent à lui sans relâche, pendant d'interminables heures, ne peut, cependant, s'empêcher de voir, au flanc des collines, les orangers touffus déferlant jusqu'à la mer, ni de s'émerveiller de l'harmonieux dessin de ces côtes, dentelées de grèves d'or ; cet autre s'oublie un moment à regarder l'aurore rosir au loin les rives et à jouir délicieusement de la tendre lumière qui baigne ce pays aujourd'hui dévasté.

Mais ce ne sont là que des accents rares dans des tableaux d'épouvante. Ah ! chaque matin, chaque soir, la lecture des dépêches ! Toujours les mêmes visions funèbres, infernales ; toujours les mêmes mots, monotones comme les notes uniformes d'un glas : des ruines croulantes, des cadavres, d'affreuses plaies, des hurlements de douleur, la faim partout, la souffrance, la folie, parfois !

Dans cet amas de détails horribles ou répugnants, que les pages des grands quotidiens ne suffisent pas à contenir au jour le jour, on demeure comme perdu, hébété. que reprendre, pour donner une idée de ces hideux spectacles ! L'esprit est confondu et l'imagination recule. La plume même de Dante hésiterait, au moment d'ébaucher une pareille fresque. (...)

L'Illustration 9-1-1909

Le Dimanche rouge de 1905

Le 9 janvier 1905[1], les ouvriers grévistes de Saint-Pétersbourg, accompagnés de leurs familles, se rendaient en cortèges vers le palais d'Hiver du tsar Nicolas II pour y remettre une pétition. La suite est connue : la troupe, mobilisée la veille et l'avant-veille, tire sur les manifestants pacifiques dirigés par le pope Gapon. Le bilan incertain du « Dimanche rouge » a été évalué à un millier de victimes dans un premier temps, aujourd'hui on l'estime à 1700-1800.

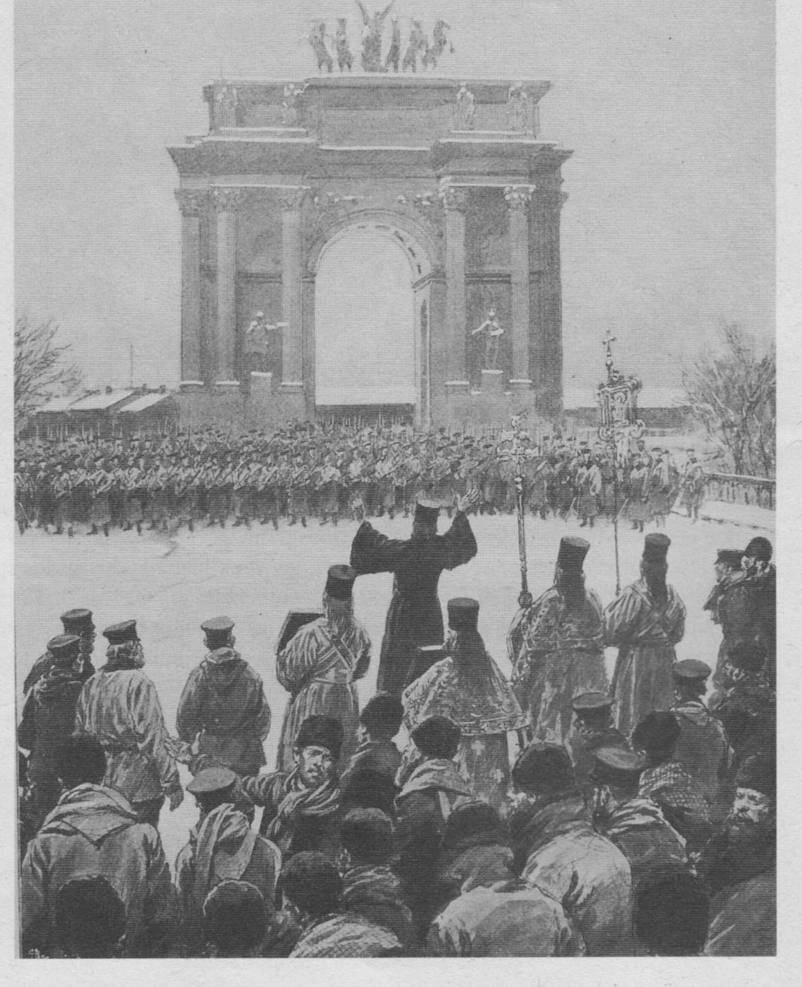
Ce massacre aussi odieux qu'inutile aura des répercussions en Russie[2] – elle connaît cette année-là sa première révolution – et en Europe, en particulier en Pologne asservie, mais aussi en France. Il suffit de se reporter aux ouvrages parus à l'époque[3], et aux reportages passionnants publiés dans la presse. Parmi ceux-là, se distingue celui de Gaston Leroux dont les articles furent repris en 1928, un an après sa disparition, sous le titre : *L'Agonie de la Russie Blanche*[4]. L'émotion a été considérable en France et plus spécialement dans la gauche française.

Dès le 27 janvier, un meeting organisé par l'Union des Syndicats de la Seine et la Confédération générale du Travail se tint en présence de Séverine, Sébastien Faure, Anatole France qui déclara alors : « Le tsar a tué le tsar. Le tsar a tué le tsar et le tsarisme... Le tsar a tué le tsar et suscité la révolution qui dévorera le tsarisme. » Et fustigeant la « monstrueuse alliance du despote avec la République », il dénonçait ceux qui […] « poussèrent devant les guichets de l'emprunt russe la petite épargne ».

Une Société des amis du peuple de Russie et des peuples annexés vit le jour en janvier 1906. Elle se proposait de « constituer un centre permanent d'informations exactes sur l'état des choses en Russie » (article premier des statuts). Son Comité central comprenait Anatole France, Charles Andler, Octave Mirbeau, Paul Painlevé, Charles Seignobos, Séverine, Mme Ménard-Dorian, Mme Jean Psichari, Mme A.-Émile-Zola, etc. Son secrétaire était André Mater et la société devait publier près d'une quinzaine de brochures ainsi que le périodique *Journal de la Révolution russe*.

L'intérêt pour cette révolution se nourrissait de l'espoir de voir une démocratie parvenir à s'installer en Russie. Après la Grande Guerre, le profond rejet du tsarisme de la gauche française allait cependant servir, à son insu, de terreau au philobolchevisme qui s'empara d'elle.

La révolution de 1905 a suscité peu d'intérêt du côté de l'université française. À l'exception d'un recueil d'études, *Sur 1905*[5], il existe le petit livre de François-Xavier Coquin paru en 1985[6], synthèse fort utile, dans laquelle l'auteur ne cite que de maigres extraits de cette pétition. La parution de son livre précéda d'un an celle des actes du colloque pourtant organisé en juin 1981 à l'Université Paris I[7]. 1981, 1986, il fallut donc cinq années aux promoteurs du colloque pour en publier les actes… Curieusement, cette publication ne s'est pas non plus penchée sur ce document approuvé par les ouvriers en grève. L'horreur suscitée par le



La foule des manifestants conduite par le pope Gapon face aux soldats, à la porte de Narva.

[1]. Nous donnons ici la date du calendrier Julien en vigueur en Russie jusqu'au début de 1918. Celui-ci est en retard de treize jours sur le calendrier grégorien. Le 9 janvier correspond à notre 22 janvier.

[2]. Le poète Boris Pasternak consacra un poème, *Le 9 janvier*, au « Dimanche rouge » : […] La multitude attend Gapon. / Lui se démène comme un fou : / Leur pétition est juste et bonne, / Il le jure, il réponde tout. (traduction Alain Thévenard, *in* Boris Pasternak, *Ma sœur la vie*, Poésie/Gallimard, pp. 167-171).

[3]. L'un des plus remarquables est celui de Georges Bourdon, *La Russie libre, L'aube russe*, Bibliothèque Charpentier, 1905, 531 pages. Signalons également la publication en 1907 du livre de Léon Tolstoï, *La Révolution russe. Sa portée mondiale*, Bibliothèque Charpentier, 246 pages ; de Paul Milioukov, *La Crise russe. Ses origines. Son évolution. Ses conséquences*, Librairie universelle, 439 pages ; Dimitri Merejkowski, Zinaïda Hippius et D.M. Philosophoff, *Le Tsar et la révolution*, Le Mercure de France, 1907, 285 pages.

[4]. Gaston Leroux, *L'Agonie de la Russie Blanche*, Hachette, 1928 ; rééd. Éditions des autres, 1978, édition établie par Gilles Costaz, 347 pages.

[5]. Jacques Baynac, Laura Engelstein, René Girault, E. L. Jeenan, Avraham Yassour, *Sur 1905*, Éditions Champ libre, 1974, 238 pages.

[6]. F.-X. Coquin, *La Révolution russe manquée*, Bruxelles, Éditions Complexe, coll. « La mémoire du siècle », 1985, 216 pages.

[7]. *1905. La première révolution russe*, actes édités par F.-X. Coquin et C. Gervais-Francelle, publications de la Sorbonne-Institut d'études slaves, 1986, 568 pages.

[8]. Michelle Perrot, *Les Ouvriers en grève. France 1871-1890*, Paris-La Haye, Mouton, 1973, 2 volumes, 900 p.



Grève à Saint-Pétersbourg après la journée sanglante.

« Dimanche rouge » semble avoir annihilé la parole ouvrière précédant immédiatement l'événement tragique. Pourtant le texte en est fort intéressant. Nous donnons ci-dessous intégralement ce document inaccessible. Le lecteur attentif n'aura guère de difficultés à saisir tous les aspects marquants de ce texte qui mêle un langage violent et des revendications concrètes, une forme respectueuse des conventions de la société autocratique et une force de conviction subversive. Les différents niveaux de langages suggèrent le caractère composite de la première révolution russe. Il frappe par la revendication de la dignité (« On ne nous reconnaît en réalité aucun *droit humain* »), aspect qui fait songer aux belles analyses de Michelle Perrot sur la grève en France[8].

Ce document a été reproduit aux pages 476-478 du VII[e] volume des Œuvres complètes de Lénine, édition de 1928, volume intitulé: « Les débuts de la première révolution russe », publié par les Éditions sociales internationales. Il est précisé que la « traduction [a été] rédigée par Victor Serge ». ■

Jean-Louis Panné



L'enterrement d'une victime du Dimanche rouge.

Sire!

Ouvriers de la ville de Pétersbourg nous allons à toi, Sire, avec nos femmes et nos enfants et nos vieux parents sans défense, cherchant protection et vérité.

Nous sommes misérables, nous sommes opprimés, nous sommes accablés d'un travail au-dessus de nos forces, nous sommes abreuvés d'outrages, on ne nous reconnaît pas pour des hommes, on nous traite en ennemis.

Nous avons été patients, mais on ne cesse de nous pousser toujours plus loin aux profondeurs de la misère, de l'ignorance et de la spoliation; le despotisme et l'arbitraire nous écrasent, nous étouffons. La force nous manque, Sire, notre patience est à bout.

Le moment terrible est venu pour nous de préférer la mort à d'intolérables souffrances.

Et nous avons quitté le travail en déclarant à nos patrons que nous ne le reprendrions pas tant qu'ils n'auront pas satisfait à nos revendications. Nous demandons peu de chose. Nous ne voulons que ce que faute de quoi la vie n'est pas une vie, mais un bagne, un lieu d'éternelles souffrances.

Notre première demande était que les patrons examinassent avec nous nos besoins; elle fut repoussée, on nous refusa le droit de parler de nos besoins, trouvant que la loi ne nous le reconnaît pas. Nos demandes de diminuer jusqu'à 8 le nombre d'heures de travail et d'établir avec nous, avec notre consentement, le prix de nos travaux, d'examiner avec nous nos malentendus avec l'administration intérieure des usines se sont également révélées illégales. De même que les autres: augmentations du salaire des femmes et des manœuvres jusqu'à un rouble par jour, suppression des heures supplémentaires, traitement médical attentif et sans outrages, organisation des ateliers permettant d'y travailler et non d'y trouver la mort dans de terribles courants d'air, la pluie et la neige.

Tout s'est révélé illégal de l'avis de nos patrons. Chacune de nos demandes est un crime et notre désir d'améliorer notre situation est insolence, affront à nos patrons. Sire, nous sommes ici plus de 300 000 et nous ne sommes tous des ●●●



La cavalerie de la garde devant le Palais d'Hiver.

●●● hommes qu'en apparence, par l'extérieur ; on ne nous reconnaît en réalité aucun droit humain, pas même celui de parler, de penser, de nous réunir, de débattre de nos besoins, de prendre des mesures tendant à améliorer notre situation.

Celui d'entre nous qui se permet d'élever la voix dans l'intérêt de la classe ouvrière est jeté en prison, exilé, châtié comme un criminel pour avoir manifesté son bon cœur, son âme compatissante. Avoir pitié de l'ouvrier, avoir pitié d'un homme épuisé et sans droits, c'est commettre un crime terrible. Est-ce en vertu des lois divines, par la grâce desquelles tu règnes, Sire ? Ne vaut-il pas mieux pour nous, pour les travailleurs de toute la Russie, mourir, mourir tous ? Que les capitalistes et les fonctionnaires vivent et jouissent de la vie ! Voilà ce qui nous attend, Sire !

Et c'est ce qui nous rassemble sous les murs de ton palais. Nous cherchons ici le suprême salut. Ne refuse pas de venir en aide à ton peuple, tire-le des abîmes de l'oppression, de la misère et de l'ignorance, donne-lui la possibilité de régler lui-même son destin, libère-le du joug intolérable des fonctionnaires, détruis la muraille qui se dresse entre toi et ton peuple et que ton peuple gouverne avec toi. Car tu règnes pour le bonheur du peuple, et ce bonheur les fonctionnaires nous l'arrachent, il n'arrive pas jusqu'à nous, nous ne recevons qu'humiliations et malheur !

Considère attentivement, sans courroux, nos demandes. Elles ne tendent pas au mal, mais au bien pour nous, comme pour toi, Sire. Ce n'est pas l'insolence qui parle en nous, c'est la conscience de la nécessité de trouver une issue à une situation devenue insupportable pour tous. La Russie trop grande, ses besoins sont trop variés et trop nombreux pour que les seuls fonctionnaires puissent la gouverner. Il est nécessaire que le peuple se vienne lui-même en aide, car seul il connaît ses propres besoins. Ne repousse donc pas son appui : accepte-le, ordonne immédiatement, ordonne sur l'heure de réunir les représentants de la terre russe, de toutes les classes, de toutes les castes. Que le capitaliste, l'ouvrier, le prêtre, le médecin et l'instituteur, que tous quels qu'ils soient élisent leurs représentants, que tous soient égaux et libres par le droit de vote ! Ordonne à cette fin que les élections à l'Assemblée Constituante aient lieu au suffrage universel, égal, secret et direct. C'est la plus importante de nos demandes ; tout se fonde sur elle. C'est le principal et le seul baume que l'on puisse mettre sur nos plaies, sans lequel nos plaies saigneront toujours et nous amèneront bientôt à la mort.

Mais une mesure ne peut tout de même pas guérir nos plaies ; il en faut d'autres aussi et nous t'en parlons, Sire, fermement et ouvertement, comme à un père.

Sont nécessaires :

I. des mesures contre l'ignorance et la privation de droits du peuple russe :

1. La liberté et l'inviolabilité de la personne, les libertés de parole, de presse, de réunion et de conscience religieuse.
2. L'instruction générale et obligatoire aux frais de l'État.
3. La responsabilité des ministres devant le peuple et la garantie de la légalité de l'administration.
4. L'égalité de tous, sans exception, devant la loi.
5. Le retour immédiat de tous ceux qui ont été frappés en raison de leurs convictions.

II. Des mesures contre la misère du peuple :

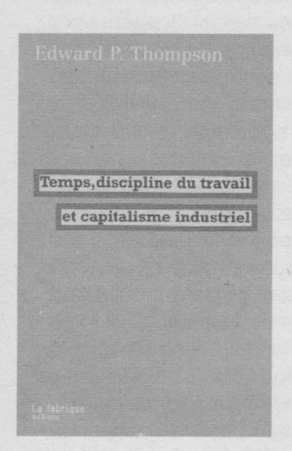
1. L'abolition des impôts indirects à remplacer par un impôt progressif direct sur le revenu.
2. L'abolition des paiements de rachat ; le crédit à bon marché et la transmission progressive de la terre au peuple.

III. Des mesures contre l'oppression du travail par le capital :

1. La protection légale du travail.
2. La liberté des associations professionnelles de consommation et de production.
3. La journée de 8 heures et la réglementation des heures supplémentaires.
4. La liberté de lutte du travail contre le capital.
5. La participation des ouvriers à l'élaboration du projet de loi sur les assurances ouvrières par l'État.
6. Le minimum de salaires.

Tels sont, Sire, les besoins essentiels avec lesquels nous sommes venus vers toi. Ordonne et jure de les satisfaire et tu rendras la Russie heureuse et glorieuse et ton nom se gravera dans nos cours et dans les cœurs de nos descendants pour l'éternité ; mais si tu ne l'ordonnes pas nous mourrons sur cette place, devant ton palais. Nous ne pouvons pas aller plus loin, nous n'avons pas de raison d'aller plus loin. Il n'y a que deux chemins devant nous : l'un conduit à la liberté et au bonheur, l'autre à la tombe. Indique-nous, Sire, l'un des deux, à ton gré, et nous y entrerons sans murmurer, quand même ce serait le chemin de la mort. Que nos vies soient offertes à la Russie à bout de souffrances ! Ce sacrifice, nous ne le regrettons pas, nous le faisons volontiers. ■





Temps, discipline du travail et capitalisme industriel
Edward P. Thompson
La fabrique éditions, 2004
104 p. - 12 €
www.lafabtrique.fr/

« Les sociétés industrielles parvenues à maturité sont toutes marquées par la gestion du temps et par une coupure très nette entre "vie" et "travail". Mais à ce stade de notre étude, nous nous autoriserons un petit prêche, à la manière des moralistes du XVIIIe siècle : ce qui est ici en jeu n'est pas tant une question de "niveau de vie". Si c'est ce que veulent entendre les théoriciens de la croissance, admettons que la culture populaire d'antan était à bien des égards frivole, intellectuellement stérile, peu stimulante et d'une grande pauvreté. Sans l'introduction de la discipline horaire, l'homme de l'âge industriel n'aurait jamais pu déployer toutes ses énergies ; et que cette discipline soit imposée par le méthodisme, le stalinisme ou le nationalisme, elle finira nécessairement par atteindre le monde en développement.

Il ne s'agit pas de dire qu'un mode de vie est supérieur à un autre, mais que c'est là que se joue le conflit le plus profond ; que l'histoire n'atteste pas simplement d'une évolution technologique neutre et inévitable, mais bien d'un mode d'exploitation et d'une résistance à ce mode d'exploitation ; et enfin que nous avons autant à perdre qu'à gagner dans ces valeurs. La sociologie de l'industrialisation a inspiré tant d'études qu'elle ressemble désormais à un champ de bataille ravagé par des années de sécheresse morale : pour trouver des oasis de réalité humaine, nous en sommes réduits à traverser des milliers de pages d'abstractions stériles déconnectées de l'histoire. Bien trop de spécialistes occidentaux de la croissance affichent leur foi inébranlable dans les vertus civilisatrices qu'ils apportent à leur semblables arriérés. Kerr et Siegel nous confirment ainsi que la "structuration d'une force de travail"...

> [...] passe par l'établissement de règles sur les temps de travail et les temps de loisir, sur les modes de rémunération et sur la détermination des montants de ces rémunérations, sur les façons de commencer et d'arrêter le travail, et sur les modalités de promotion. Elle passe par des règles visant à assurer la continuité du travail [...] à minimiser les révoltes individuelles ou collectives, à instiller une vision du monde, des orientations idéologiques et des croyances.

Wilbert Moore est même allé jusqu'à dresser une liste des "principales valeurs et orientations normative très importantes pour la réalisation du progrès social", expliquant que "l'évolution des mentalités et des comportements est indispensable pour parvenir rapidement à un développement social et économique" :

> Objectivité : jugement fondé sur le mérite et la performance, et non les origines sociales ou tout autre qualité inappropriée.
> Spécificité des relations en fonction du contexte et des limites de l'interaction.
> Rationalité et capacité à résoudre les problèmes.
> Ponctualité.
> Reconnaissance d'une interdépendance limitée à l'échelle de l'individu mais systématique à l'échelle collective.
> Discipline, respect de l'autorité légitime.
> Respect des droits de propriété. ...

Moore nous rassure tout de même en précisant que ces valeurs, auxquelles il convient d' ajouter "les aspirations à l'accomplissement et à la mobilité", ne doivent pas être entendues comme...

> [...] une liste exhaustive des qualités de l'homme moderne... "L'homme complet" aimera aussi sa famille, rendra grâce à son Dieu et exprimera sa sensibilité esthétique. Mais il veillera à n'exercer chacune de ces autres orientations que "dans le cadre qui lui est propre".

Il n'y a donc rien de surprenant à ce que la fondation Ford ait si volontiers repris à son compte ces "directives d'orientations idéologiques" édictées par les Baxter du XXe siècle. On s'explique en revanche moins bien qu'elles soient tout aussi volontiers reprises dans des études publiées sous l'égide de l'UNESCO.

Les peuples des pays en développement devront vivre avec ce problème et le surmonter. On espère qu'ils sauront se dégager de l'emprise des modèles prêts à l'emploi qui réduisent les masses laborieuses à une main-d'œuvre atone. Dans les pays parvenus à un stade avancé d'industrialisation, ce problème a en un certain sens cessé d'être associé au passé. Nous en sommes en effet maintenant à un point où les sociologues s'interrogent sur le "problème" des loisirs. Et une partie de ce problème tient précisément à comprendre comment c'est devenu problématique. C'est le puritanisme, en s'alliant par un mariage de raison au capitalisme industriel, qui a appris aux individus à attacher de nouvelles valeurs au temps ; qui a inculqué aux enfants dès leur plus jeune âge à faire bon usage de chaque heure du jour ; et qui a martelé dans l'esprit des individus l'équation terme à terme entre temps et argent. Dans les sociétés occidentales gagnées au capitalisme industriel, les manifestations de révolte, qu'elles soient le fait des marginaux ou des beatniks, se sont souvent traduites par un rejet de l'urgence des valeurs respectables attachées au temps. »

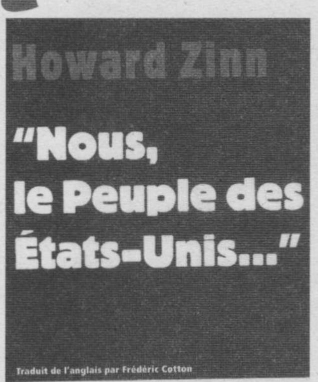
L'histoire n'atteste pas simplement d'une évolution technologique neutre et inévitable



Un détour par le passé

Paru en 1967 dans la revue anglaise *Past and Present*, ce long article de l'historien britannique Edward P. Thompson (1924-1993) n'est guère académique, mêlant comme dans *La Formation de la classe ouvrière anglaise* (trad. fr. : Hautes Etudes/Gallimard/Seuil, 1988) "le mordant des grands satiristes anglais et des modes de perception issus de la tradition romantique" (Miguel Abensour). Comme l'écrit son préfacier, "son travail d'historien n'invite [...] pas à un retour au passé mais à un détour par le passé. Connaître ce qui a été perdu nous permet d'une part de mieux cerner notre présent et nos propres irrationalités, et d'autre part de féconder l'avenir, en l'occurrence les temps et les rythmes d'un monde plus humain".
Cet essai est donc un classique de l'histoire sociale, la plus sérieuse en même temps que la plus rebelle. ■





Essais sur la liberté d'expression et l'anticommunisme, le gouvernement représentatif et la justice économique, les guerres justes, la violence et la nature humaine

CONTRE-FEUX AGONE

"Nous le peuple des États-Unis..."

Howard Zinn

Éditions Agone Collection Contre-Feux

474 p. - 22 €

Editions Agone BP 70072
13192 Marseille cedex 20

« Avant de devenir historien professionnel, j'ai connu les taudis sales et humides de New York, travaillé trois ans sur un chantier naval et participé à une guerre d'une extrême violence. J'ai même été matraqué au cours d'une manifestation. Ces expériences parmi d'autres m'ont fait abandonner toute prétention à " l'objectivité " aussi bien dans ma vie personnelle que dans mon travail d'historien.

Comme certains trouvent cela choquant, il me faut fournir quelques explications.

Dès l'époque où je me mis à étudier sérieusement l'histoire, je savais que je ne le faisais pas seulement parce que c'était " intéressant " ou parce que cela me conférait un statut et une carrière respectables. D'une certaine manière, j'avais été sensibilisé par la lutte quotidienne des travailleurs pour leur survie, par le côté fascinant et horrible de la guerre et par mes lectures personnelles sur le fascisme, le communisme, le capitalisme et le socialisme. L'étude de l'histoire ne pouvait être neutre. Pour moi, l'histoire devait être un moyen de comprendre et de changer ce qui n'allait pas dans la marche du monde. (Quelle extravagante prétention !

Il ne s'agissait certes pas de ne s'intéresser qu'aux faits historiques susceptibles de conforter des idées préconçues ni d'ignorer des données qui changeraient ou compliqueraient ma vision de la société. Il fallait poser des questions importantes pour l'évolution de la société, des questions relatives à l'égalité, la liberté, la paix et la justice, tout en restant ouvert à toute réponse que l'étude de l'histoire pouvait suggérer.

Je décidais rapidement de privilégier – et de m'y tenir fermement – certaines valeurs fondamentales: le droit de tout être humain à la vie, à la liberté et à la poursuite du bonheur sans distinction de race, de nationalité, de sexe ou de religion. Autrement dit, de suivre l'idéal jeffersonien. Pour moi, la recherche historique n'avait de sens que si elle répondait à cet idéal.

Mais je tenais à rester souple quant aux divers moyens permettant d'atteindre ces objectifs. Une honnêteté scrupuleuse dans la manière de rendre compte du passé était absolument nécessaire car chaque décision concernant les moyens (stratégie, perspectives et instruments) devait rester provisoire et susceptible d'être adaptée aux résultats de la recherche en question. Les valeurs, les objectifs et les idéaux auxquels je tenais ne devaient pas être abandonnés quels que fussent ces résultats. Ainsi n'y aurait-il aucune tentation de déformer le passé de peur qu'un exposé honnête des événements ne vienne contrecarrer ces objectifs.

Est-ce à dire que nos valeurs, nos idéaux les plus précieux n'ont aucun fondement solide dans les faits; que le désir de liberté et de justice a la légèreté des caprices personnels et des désirs subjectifs? Au contraire, nos extraordinaires pulsions de liberté et de partage répondent à des besoins profonds (qui sont aussi des faits) bien souvent dévoyés ou réduits au silence par la pression culturelle mais qui ne disparaissent jamais véritablement. C'est sans doute pourquoi il arrive qu'après avoir longtemps supporté l'oppression et été apparemment réduits au silence les individus se soulèvent soudainement pour exiger leur liberté.

La question du lien entre les faits et les valeurs est un sujet de débat entre philosophes : nos valeurs reposent-elles sur certains faits de sorte que si ces faits se révélaient erronés il nous faudrait changer de système de valeurs ? Pour ma part, je pense qu'il faut défendre certaines valeurs fondamentales et que, si des faits historiques nouveaux peuvent nous amener à modifier notre stratégie de recherche, il ne faut pas pour autant en abandonner les fins.

Ma propre expérience illustre assez bien cette idée. À dix-sept ou dix-huit ans, je lisais beaucoup de romans. Certains par pur plaisir mais d'autres étaient des romans de critique sociale, tels *La Jungle* d'Upton Sinclair et *Les Raisins de la colère* de John Steinbeck. Je ne me souviens plus exactement de l'époque à laquelle je décidai d'adopter le socialisme dépeint par Sinclair dans les dernières pages de son roman; ou que je n'aurais jamais peur du mot "communiste" parce que, comme le dit un personnage des *Raisins de la colère* (je cite approximativement) : "Un communiste c'est toute personne qui réclame vingt cents quand le patron n'en paye que quinze."

Je pense qu'il faut défendre certaines valeurs fondamentales

Après avoir rencontré certains jeunes communistes du quartier ouvrier dans lequel je vivais, qui me bombardèrent d'écrits sur l'Union soviétique, je fus persuadé – comme pas mal d'Américains pendant la Grande Dépression – qu'elle était un modèle pour l'édification d'une société égalitaire et juste, d'un "État prolétarien" qui pratiquait la planification rationnelle de la production et de la distribution des richesses. Plus tard, pendant la Seconde Guerre mondiale, à l'époque où j'effectuais des missions de bombardement sur l'Europe, je me suis lié d'amitié avec un jeune artilleur d'un autre équipage qui, comme moi, était un lecteur assidu. Il me prêta un livre dont je n'avais jamais entendu parlé et dont l'auteur m'était totalement inconnu: *Le Yogi et le commissaire* d'Arthur Koestler. L'auteur, ex-communiste ayant participé à la lutte contre le fascisme en Espagne, y dénonçait avec vigueur et passion l'Union sovié-

Des réflexions claires et roboratives

Historien américain, professeur émérite à la Boston University, Howard Zinn développe et actualise dans " Nous, le Peuple des Etats-Unis… ", les thèmes qui sont au cœur du récit constituant son œuvre majeure, *Une histoire populaire des États-Unis, de 1492 à nos jours* (Agone 2002, prix des " Amis du Monde diplomatique " 2003). Il consacre ainsi des réflexions claires et roboratives au problème de la fin et des moyens de la politique étrangère américaine, à la question de la violence et de la nature humaine, à celle de la guerre (juste ou injuste), à la loi, à la justice économique et au système des classes américain, à la liberté d'expression, au gouvernement représentatif, au communisme et à l'anticommunisme. Il s'interroge aussi sur les utilisations de l'histoire dans un chapitre dont ces pages sont extraites. ■

tique et ce qui s'y passait à cette époque comme une trahison des idéaux communistes. Ces arguments historiques me parurent irréfutables et j'avais confiance dans l'engagement et l'intelligence de l'auteur. C'est après cette lecture que je cessais de considérer l'Union soviétique comme un modèle de société socialiste ou communiste.

Le surprenant discours de 1956, par lequel Khrouchtchev reconnaissait les crimes de Staline (crimes dans lesquels étaient également impliqués de nombreux membres de la nomenklatura soviétique – mais Khrouchtchev se garda bien d'aborder ce sujet) confirmait ce que Koestler et bien d'autres critiques de l'Union soviétique dénonçaient depuis déjà longtemps. Quand les troupes soviétiques envahirent la Hongrie puis la Tchécoslovaquie pour y écraser la rébellion, il devint clair que l'URSS trahissait l'un des principes fondamentaux du communisme (principe universel transcendant le marxisme) : la solidarité internationale.

Ma foi dans l'idéal d'une société égalitaire, d'une communauté fondée sur la coopération demeurait ferme, mais j'avais renoncé à considérer l'Union soviétique comme un modèle. Si je reconnaissais les défauts du système soviétique tels que les révélaient mes lectures sur ce pays, je souhaitais néanmoins que ceux qui avaient une vision romantique des États-Unis fussent également capables d'en déceler les failles. Un trop grand attachement aux idéaux ne risquait-il pas d'inciter l'historien à s'accrocher à ses vieilles certitudes et à ignorer les faits historiques dérangeants ? Je devais me garder de cette tentation et m'en méfier quand je lisais d'autres historiens. Une trop grande fidélité envers certaines valeurs et certains objectifs peut réellement inciter un historien à se conduire malhonnêtement et à déformer la réalité historique. Pour éviter ce genre d'attitude, il faut distinguer entre fidélité envers des valeurs fondamentales et ouverture d'esprit devant les faits historiques avérés.

Il est une autre forme de malhonnêteté qui passe souvent inaperçue : certains historiens, occultant leur système de valeurs personnel, prétendent à l'"objectivité", se trompant eux-mêmes et trompant leurs lecteurs. Que nous en ayons conscience ou non, nous sommes tous partiaux. En effet, nous avons tous des objectifs, des fins et des projets qui nous sont propres. Si nous l'admettons, nous sommes en droit de nous montrer sceptiques envers les historiens (comme envers les journalistes et toute personne qui prétend rendre compte de l'état du monde) et de vérifier dans quelle mesure leurs préjugés les poussent à insister sur certains faits historiques et à en omettre ou minimiser d'autres.

La position la plus proche de l'objectivité serait sans doute l'existence d'un marché à la fois libre et équilibré des subjectivités qui proposerait les récits historiques orthodoxes et non orthodoxes, les faits historiques connus et les plus méconnus. Il nous faut surtout essayer de savoir quels sont les "produits" qui manquent sur ce marché (ce qui n'est pas facile) et exiger qu'ils soient disponibles. Nous pourrions alors juger (en nous fondant sur nos propres valeurs) de l'importance et de la pertinence de tel ou tel point de vue.

Les amateurs d'ouvrages historiques doivent admettre dès le départ qu'il n'existe pas d'histoire impartiale. Tout récit historique est partial de deux manières différentes. Partial parce qu'il ne rend compte que d'une infime partie de ce qui s'est réellement passé; mais à cela on ne peut rien. Et partial parce qu'il prend inévitablement parti, en mettant certains faits en avant et en en omettant (ou minimisant) d'autres ; cette partialité peut être avouée ou dissimulée, consciente ou inconsciente.

Le principal ennemi de l'honnêteté historique n'est pas le mensonge criant. C'est l'omission ou la minimisation de faits importants. Bien sûr, la définition de ce qui est important dépend du système de valeurs propre à l'historien. [...]

Il y a quelque temps, un journaliste d'une petite station de radio de Madison (Wisconsin) attira mon attention sur un manuel en usage dans tous les lycées du pays, *Legacy of Freedom*, publié en 1986 par un département de Doubleday & Company, l'un des plus importants éditeurs américains. Adressé "aux étudiants", l'avant-propos déclarait : "*Legacy of Freedom* vous permettra de mieux comprendre la croissance et le développement de notre pays. Ce livre décrit les évolutions et les avantages de notre système économique de libre entreprise. Vous y serez instruits des différentes manières dont l'agriculture, l'industrie et le monde des affaires américain ont su utiliser les progrès scientifiques et technologiques pour faire progresser l'économie de marché américaine. Ce système permet aux entreprises de générer des bénéfices et fournit aux consommateurs une très grande variété de produits de qualité parmi lesquels ils ont tout loisir de choisir, ce qui permet à notre peuple de jouir d'un très haut niveau de vie." À lire cet avant-propos, on a l'impression d'une évolution paisible et merveilleuse qui découlerait naturellement de " notre système économique de libre entreprise ". Quelle place reste-t-il alors pour la longue et complexe histoire des conflits sociaux? Où évoque-t-on le coût humain de l'industrialisation? les milliers de morts annuels et les centaines de milliers de blessés graves dans les accidents du travail ainsi que la faible espérance de vie des travailleurs (comme ces employées du textile qui mouraient entre vingt et trente ans après avoir commencé à travailler à douze ou treize ans) ? [...] L'avant-propos du manuel poursuit : "*Legacy of Freedom* vous permettra de mieux comprendre l'implication de notre pays dans les affaires étrangères, y compris notre rôle dans les conflits internationaux et dans les missions de paix et de coopération dans de nombreuses régions du monde." Ne sommes-nous pas là devant un exemple parfait de falsification et de mensonge s'appliquant à l'histoire de la politique étrangère américaine ? [...] Il est inévitable de laisser de côté des pans entiers de notre histoire. Mais c'est ce qui est omis qui caractérise chaque type d'enseignement historique. Cela peut pousser les gens dans une direction ou dans une autre – ou les laisser sans réaction, comme les passagers immobiles d'un train qui roule pourtant dans une direction donnée ; une direction que leur passivité cautionne. En ce qui me concerne, j'ai choisi des sujets précis dont je développe les aspects susceptibles d'inciter les citoyens à militer pour la défense des droits humains fondamentaux : l'égalité, la démocratie, la paix et l'avènement d'un monde sans frontières. Il ne s'agit pas de dissimuler certains faits historiques mais d'en ajouter au stock des connaissances transmises par l'historiographie orthodoxe, élargissant ainsi le marché de l'information historique. [...]

Que nous en ayons conscience ou non, nous sommes tous partiaux.

Si les Américains pouvaient jouir d'un meilleur enseignement de l'histoire et s'ils apprenaient à se méfier des étiquettes trop hâtivement attribuées ("l'ère de la bonne volonté", "l'âge de la prospérité", etc.), s'ils comprenaient que l'orthodoxie nationale préfère dissimuler quelques faits dérangeants concernant notre société, ils seraient en mesure de voir, sous les paillettes et le luxe des années 1980 et 1990, la misère, les sans-abri et le désespoir qui frappe des millions d'Américains.

Les historiens, comme les journalistes, choisissent de parler de ce qu'ils jugent important ou de ce qu'ils pensent que le rédacteur en chef jugera important ou de ce que tous les deux pensent que le lectorat considérera comme important. Bien souvent, ils rendront compte d'un événement parce qu'à peu près tout le monde avant eux en aura parlé. Et ils en ignoreront un autre parce qu'il l'a toujours été jusque-là. En d'autres termes, il existe une tendance conservatrice en histoire et un net penchant à mettre l'accent sur ce que les générations précédentes avaient déjà mis en avant. Ce comportement s'explique par la recherche d'une certaine sécurité. Un historien qui sort du rang ne peut, en effet, que surprendre, voire scandaliser. »

Bonnes feuilles



La machine à punir. Pratiques et discours sécuritaires

L. Bonelli & G. Sainati (dir.)

L'Esprit frappeur, 2004

390 p. - 7 €

ISBN : 2-84405-211-8

www.agora-international.com/

“Ici, une chose frappe : les quartiers sensibles sont présentés comme les pays étrangers. Ils sont doublement étrangers. D'abord, ils sont étrangers à l'univers social de ceux qui les présentent ou les représentent. La profession de journaliste est d'abord exercée par des classes moyennes ; les journalistes vivent assez rarement dans les zones de relégation urbaine.

Comme le relève François Ruffin dans son enquête accablante sur le Centre de formation de journalisme (CFJ), “ sauf par provocation, proposer une couverture sur “la condition ouvrière” ne viendrait pas à l'esprit des étudiants. […] Excités par “l'actualité” d'un “quartier de l'horreur pédophile” (*Libération*, 1er janvier 2002), les enseignants expédient leurs ouailles à Outreau, une ville populaire du Pas-de-Calais. Des rues comme les autres. Des tours comme ailleurs. Des HLM ni mieux ni pires que partout. Avant le départ, pourtant, une intervenante du *Nouvel Observateur* raconte la ville : “Ça puait la soupe aux choux, le pipi de chat, vraiment le quart-monde (1).” Et François Ruffin d'épingler ce cri du cœur du *Nouvel Observateur* : “Monter les marches qui mènent vers les appartements […] c'est pénétrer dans un autre univers. […] Ici, on cuisine un chou au son criard d'une télévision. Là, un couple se dispute violemment.” (*Le Nouvel Observateur*, 24 janvier 2002.) Pour ces journalistes, comme pour la totalité des étudiants de la promotion du CFJ, les classes populaires appartiennent en effet à “un autre univers”. Parmi les 54 élèves de la promotion 2002 du CFJ, aucun enfant d'ouvrier.

Ensuite, les “quartiers sensibles” sont étrangers au souci de “proximité” des rédactions en chef, en ce sens qu'ils ne peuvent “intéresser” qu'à partir du moment où ils deviennent visibles par ceux qui choisissent ce qui est “intéressant”. C'est-à-dire souvent ceux qui, dans les rédactions en chef, portent les lunettes du commercial (information de proximité qui va attirer l'audience et les annonceurs), du narcissisme (“Votre argent”, “Votre corps”), ou de la dramatisation (ce qui va vous émouvoir, vous faire peur). Résultat : pour les “banlieues” et la violence des banlieues – comme pour l'information internationale concernant les pays pauvres –, les médias en général et la télévision en particulier permettent, selon l'expression d'un journaliste américain, de “montrer l'éruption d'un volcan, mais pas de voir la lave qui chauffe”.

L'information triste est une information sacrifiée si elle n'est que triste, banalement triste, habituellement triste, tristement triste. Faute de volcan en éruption, on lui préfère alors une information plus chatoyante, plus douce, qui permet de respirer, de sourire – et de vendre.

Le 19 décembre 1997, Claire Chazal lance ainsi une transition au TF1 – 20 heures : “Revenons en France avec un sujet beaucoup plus léger qui nous permettra de respirer un peu après cette étouffante page de politique étrangère.” Le sujet précédent traitait de l'esclavage au Soudan. Le suivant sera lié aux fêtes de Noël. Quelques semaines plus tôt, le 29 novembre 1997, Edwy Plenel, directeur de la rédaction du *Monde*, explique sur une autre chaîne, câblée, du groupe Bouygues : “On publie maintenant très régulièrement des articles sur la mode, sur les cadeaux. On veut un peu combattre une certaine image de la presse écrite et notamment du *Monde*, qui est l'idée que ça cause politique, ça cause emmerdant, et que la vie quotidienne des gens, les cadeaux, les objets, les habits, on connaît pas. Alors, le *Monde*, c'est aussi bien la mode, le sport, la culture que le reste.” Naturellement, la vie quotidienne des gens plutôt pauvres qui vivent dans des banlieues pauvres, c'est assez peu les cadeaux, les objets et les habits de luxe qui se déploient dans les colonnes du *Monde*. Et la vie quotidienne des gens plutôt pauvres qui vivent dans des banlieues pauvres, ça n'est pas non plus ce qui permet à Claire Chazal de respirer après une “étouffante page de politique étrangère”.

> *“montrer l'éruption d'un volcan, mais pas voir la lave qui chauffe”*

Ici, il ne faut pas oublier le rôle des annonceurs qui, en 2003, ont investi un peu plus de 9 milliards d'euros dans la presse. D'une part, ils privilégient une information non “étouffante”, pas trop rébarbative, attirante même, pour servir d'environnement à leurs campagnes de communication. Aux États-Unis, certains magazines qui dépendent totalement de la publicité ont d'ailleurs pris l'habitude de soumettre à l'avance le sommaire de leurs prochains numéros aux publicitaires et d'éviter les sujets qui risqueraient de leur déplaire.”

1. François Ruffin, Les Petits Soldats du journalisme, Les Arènes, Paris 2002.

La pénalisation de la pauvreté

En 1997, le colloque de Villepinte marqua le ralliement de la gauche gouvernementale aux valeurs de la “sécurité”, formulant désormais la question sociale en question sécuritaire. Depuis la machine à punir s'est emballée avec la loi sur la sécurité quotidienne (octobre 2001) — qui fait de la fraude dans les transports en commun un délit passible de 6 mois d'emprisonnement et de 7 500 euros d'amende. En février 2003, la loi sur la sécurité intérieure pénalisait notamment le stationnement dans les halls d'immeuble, la mendicité et le “racolage passif”. Un an plus tard, la loi sur l'adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité libéralisait les écoutes policières et les perquisitions, instaurait un statut de repenti et un système de “plaider coupable”. Logiquement, la France atteint des records historiques d'incarcération avec 63 449 personnes sous écrou au 1er avril 2004.

Issu d'un colloque tenu à Montpellier en 2000 sur la pénalisation de la pauvreté, organisé par un collectif de syndicats et d'associations avec la revue *Cultures et conflits* et la participation du *Monde diplomatique*, cet ouvrage, actualisé pour cette réédition, rassemble les contributions de Claude Beuzelin, Didier Bigo, Elisabeth Chauvet, Sandrine Garcia, Franck Poupeau, Pierre Rimbert, Pierre Tévanian, Anastassia Tsoukala et Loïc Wacquant. Nous reprenons ici le début de l'article que Serge Halimi consacre à “l'insécurité” des médias. ■

LA CHRONIQUE DE JEAN-JACQUES LEDOS

OCCUPER LES CERVEAUX (1)

Certains commentateurs ont rapporté à juste titre les propos du Président de TF1 qui avoue sa volonté d'investir les cerveaux des téléspectateurs par la publicité.

Pour choquante qu'elle paraisse, cette démarche n'est pas nouvelle. Au début des années trente, un "réformiste", Jean Coutrot écrivait : « *On connaît l'extraordinaire développement des techniques de la suggestion: éducation, propagande, presse, livres, revues, cinémas, phono, TSF, télévision, qui poursuivent à toute heure et jusqu'au plus secret de son domicile, perturbant le développement de sa personnalité. L'immense majorité de nos contemporains reçoit ainsi tout faits, ses sentiments et ses idées; il est possible de peler les hommes par l'intérieur comme au creux d'un melon, on remplace des pépins insipides par un porto savoureux et de leur greffer ainsi sans douleur ni gaspillage, le contenu psychologique choisi...** »

La télévision de M. Le Lay est d'ailleurs en deçà des programmes qu'on peut voir en d'autres pays d'Europe où la publicité coupe plus fréquemment des programmes, médiocres et présentés avec un minimum de moyens techniques.

* "*L'humanisme économique*".

OCCUPER LES CERVEAUX (2)

On ignore encore, en France - pour combien de temps - le partage de l'écran de télévision tel que le pratiquent certains programmes dont les plus connus, à travers le monde, sont CNN ou BBC World. Le journaliste et les images qu'il présente occupent le tiers supérieur de l'écran dont les parties gauche et verticale sont occupées par des publicités et par un ou deux rubans de texte : résumés du texte parlé ou cours des bourses mondiales qui se déroulent en continu. L'attention du spectateur a du mal à suivre mais il s'agit d'une diffusion en boucle - la rediffusion en boucle du même sujet et des mêmes messages pendant un temps plus ou moins longs.

LBERTÉ D'EXPRESSION ?

Le président de la radio commerciale Skyrock répondait dans *Le Figaro* du 14 janvier dernier à un lecteur du quotidien qui dénonçait l'influence de certaines émissions de cette station sur les esprits des jeunes (ou moins jeunes) adultes.

Le diffuseur est dans son rôle commercial dans un en vironnement libéral où le profit, seul, justifie la liberté utilisée. Il n'ignore pas toutefois que le contenu et la forme de ces ouvertures à l'intervention des auditeurs (recette peu coûteuse, au demeurant pour meubler l'antenne) entretiennent des comportements où chacun peut exprimer une vulgarité sans limites de convenance ou de courtoisie qui révèle, pour l'observateur des médias, des mentalités façonnées par le souci de la jouissance égoïste et immédiate.

Un auteur, Michel Meyer, homme de radio a analysé l'hypocrisie de cette fausse liberté dans *Paroles d'auditeurs* *.

* Éditions des Syrtes, 2004. Ouvrage couronné par le Comité d'histoire de la radio.

UNE BONNE NOUVELLE ?

S'il ne s'agissait d'une atteinte arbitraire de la liberté individuelle, il faudrait se réjouir de l'apparition d'un gadget électronique, "TV-B-Gone", mis en vente en Amérique du nord.

Il permet d'éteindre à distance tous les téléviseurs en marche dans un lieu public.

L'article du *Monde* qui livrait cette (bonne ?) nouvelle, le 25 janvier dernier, évoque le paysage cathodique que constituent les murs d'écrans qui diffusent des "commercials" (écrans publicitaires) en continu dans les grandes villes américaines, voire dans certaines salles d'attente ou de musculation.

Nous n'en sommes pas là, en Europe mais le modèle américain n'est jamais éloigné !

NÉGATIONNISME

Le Monde a publié le 2 février dernier une libre opinion intitulée "Négationnisme colonial" dans lequel l'auteur évoquait la bonne conscience nationale, fière d'avoir exporté « *l'œuvre positive de l'ensemble de nos concitoyens qui ont vécu en Algérie pendant la période de la présence française.* »

Les nostalgiques de cette colonisation continuent de jouer les victimes.

L'Histoire réelle, c'est une opération de piraterie décrite il y a vingt ans par un écrivain algérien Amar Hamdani dans *La vérité sur l'expédition d'Alger*, un livre publié chez Balland. Plus récemment, Pierre Péan en a renouvelé le récit dans *Main basse sur Alger* (Plon).

L'historiographie de la colonisation n'est habituellement pas un succès de librairie tant la fierté nationale ne s'encombre pas de souvenirs fâcheux.

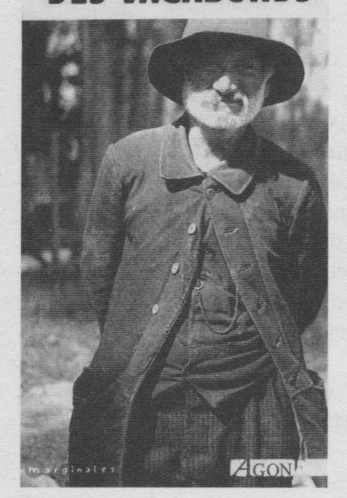
POUR S'INFORMER

Un tuyau pour ceux qui veulent trouver des informations qu'on ne trouve pas ailleurs : www.actudesmedias.net ■



L'IDÉE DE PLAN

« On peut se demander si l'intervention de l'État en tant qu'arbitre, troisième protagoniste ou "tiers départageant" [...] ne correspond pas à une tradition française profondément ancrée et conforme aux vœux mêmes des principaux acteurs sociaux. C'est dans cette voie interventionniste que l'on rencontre l'idée de plan. De la première esquisse de la CGT au lendemain de la guerre jusqu'au projet plus approfondi des années 1930, [...] il s'agit, en somme, de rationaliser l'économie. Comment y parvenir sans l'intervention d'un élément nouveau, servant à la fois d'arbitre et d'incitateur, l'État ? On voit ici combien le réformisme, sous ses différentes manifestations, travaille pour le long terme et modèle la société française : élaborée dans les milieux syndicalistes et socialistes de l'entre-deux-guerres, qui s'inspiraient eux-mêmes de diverses sources, autrichiennes, belges, américaines' en particulier, idée de plan s'impose après la deuxième guerre mondiale [...] Comme la plupart des grandes idées réformistes, la planification est une idée rationaliste. [...]. Il s'agit d'effacer le scandale que représente l'économie libérale livrée à elle-même, sans but ni boussole, l'économie spontanée en somme - et irresponsable. Il s'agit, en outre, de ne pas abandonner à la compétition, au conflit - en un mot au simple jeu des forces antagonistes - le soin de répartir les fruits de la production. Supprimer les conflits sociaux ? Non pas, mais les dépasser en permettant aux acteurs de se retrouver autour d'un projet économique commun, celui de la croissance. » Jacques Juillard : présentation du numéro spécial (n° 87) de *Le Mouvement Social* : "Réformismes et réformistes français" (avril-juin 1974)



LA SOCIÉTÉ DES VAGABONDS
de Harry Martinson
Marseille, Éditions Agone, coll. "Marginales" 2004, 318 p., 22€

Un monde comme ça, c'est l'enfer

En Suède, au début du XIX[ème] siècle, l'industrialisation naissante produit des ravages. Un tiers de la population émigre en Amérique et 60 000 hommes se retrouvent vagabonds sur les routes du pays.

Poète et romancier reconnu du courant prolétarien suédois, Harry Martinson (1904-1978) témoigne ici du parcours de ces âmes errantes. Lui-même contraint de gagner sa vie dès l'âge de 6 ans, il nourrit ces trimardeurs de ses expériences et de sa philosophie. Son héros, Bolle, un petit artisan cigarier au chômage, n'a pas une conscience bien claire du déterminisme social qui provoque sa déchéance: "être vagabond [...] c'est un enfer dans lequel on tombe à cause d'un faux pas, comme dans celui de l'alcoolisme." Loin de tout romantisme, il retrouve instinctivement une forme de survie dans la fuite. Dans la législation de l'époque, le vagabondage constitue un délit pénal, puni d'un an de bagne au pénitencier de Berget: "Et quand on avait séjourné à Berget, la dureté elle-même vous semble douce pendant un certain temps, par comparaison." À demi allégoriques, les personnages incarnent aussi les divers sens donnés à la vie par l'auteur et ses amis écrivains. Poussière des chemins a la conviction que la société n'est que ce qu'elle peut être. Axne s'imagine que la réalité serait différente si elle tombait entre de bonnes mains et Bolle sait que: "Un monde comme ça, c'est l'enfer. Il mérite qu'on le fuie, qu'on fasse la sourde oreille, qu'on refuse de coopérer avec lui et de lui faire cadeau de sa force." Dégoûtés du travail comme punition et du "culte de la torture qu'on célèbre en son nom", ces oubliés du capitalisme résistent à leur manière. À l'exemple du gourou Sandemar, ils font de leur prétendue paresse une protestation. La secte "devait œuvrer en faveur d'un calme refus d'obéissance envers les excités de toutes catégories." Dans ce vaste pays rural aux cent patois, le peuple suédois pratique une relative hospitalité envers les chemineaux. Survivants sur le plan matériel ceux-ci n'en sont pas moins détruits par les humiliations, le blâme, et les "tartines de morale" culpabilisantes servies avec le pain offert. Il leur faut aussi endurer la peur qu'ils éprouvent et celle qu'ils suscitent: ainsi "il n'y a pas de liberté sur les routes, seulement la perpétuelle adaptation à la peur, la sienne et celle des autres. Hors quelques rencontres d'exception, les rares consolations viennent de la nature qui dit "tout et tous ont le droit de jouer dans notre cour. Il n'y a ni dignes ni indignes. La société, elle, disait: seuls les êtres socialement dignes, ceux qui sont bien élevés et qui travaillent ont le droit de jouer dans notre cour."

Dans un style d'une grande beauté poétique, l'auteur mêle une analyse fine et profonde de la cruauté sociale et des détresses humaines qui en découlent. Son livre élève un tombeau intemporel à la mémoire des exclus. Hobos d'aujourd'hui, érémistes, chômeurs, sans abris et sans papiers y retrouveront leurs souffrances et leurs cicatrices.

Hélène Fabre



BRUNO BETTELHEIM
ou la fabrication d'un mythe Une biographie
de Richard Pollak
Éditions Empêcheur de penser en rond 2003, 328 p., 24€

Un personnage assez pitoyable

La lecture de cette biographie de Bettelheim est stupéfiante. On y découvre sans haine, mais aussi sans aucune concession, la dénonciation d'une mystification digne des pires gourous. Le célèbre psychanalyste y est présenté comme un menteur congénital qui a passé toute son existence à falsifier son passé et son itinéraire. Né d'une famille bourgeoise viennoise, Bettelheim doit abandonner ses études pour reprendre, à la mort de son père, l'entreprise de négoce de bois qu'il lui a laissé. Les 12 ans qu'il passe comme entrepreneur vont devenir plus tard une longue période d'étude qui aboutira à de soit disant doctorats en philosophie, histoire de l'art et psychologie (ces titres lui permettant de prétendre à un poste d'enseignant à l'université). Face à la montée du nazisme, Bettelheim tarde à fuir l'Autriche, refusant d'abandonner ses biens: il est arrêté et déporté en camp de concentration. Ce départ tardif deviendra, par la suite, un acte d'héroïsme, lié à un prétendu engagement comme officier de l'armée clandestine. Gina Bettheleim, accueille au domicile familial Patsy, une petite fille à la personnalité difficile. Cette enfant deviendra plus tard l'un des trois petits patients autistes hébergés auprès desquels le thérapeute prétendra avoir expérimenté ses méthodes cliniques (le concept d'autisme ne sera conçu qu'en 1943, soit une bonne dizaine d'années après le séjour d'enfant qui auraient été diagnostiqués comme tel!). Libéré des camps en 1939, Bettelheim émigre aux USA. Il deviendra directeur de l'école orthogénique de Chicago en 1944. Il s'y comporte dès le début de façon totalement tyrannique et colérique. Il fascine les éducatrices qui y travaillent exerçant sur elles un contrôle manipulateur (il les reçoit en thérapie les unes après les autres). En 29 ans de direction, pas une seule étude de suivi ne sera réalisée sur le devenir des enfants accueillis. Ce qui ne l'empêchera pas, dans des livres ressemblant plus à de merveilleux contes qu'à d'authentiques études scientifiques, de proclamer la guérison définitive de ses anciens pensionnaires. Bettelheim s'avère un paradoxe vivant: chantre de l'anti-autoritarisme et de la non-violence en éducation, il se montre dans le quotidien avec les enfants particulièrement autoritaire et violent, n'hésitant jamais à les frapper. Plusieurs jeunes filles révéleront après sa mort avoir été victime d'attouchements sexuels de sa part. Devenu le grand spécialiste de l'autisme, il contribuera largement à désigner les parents et plus particulièrement les mères comme responsables des difficultés de leurs enfants. Façon peut-être de régler son compte avec sa propre mère qu'il accusera de ne s'être jamais occupé de lui et de l'avoir abandonné à des nourrices? Que reste-t-il de la statue du commandeur? Un personnage finalement assez pitoyable et bien peu recommandable! **Jean-Luc Debry**

Les artisans de leur propre destin

Né le 26 septembre 1926 à Varsovie, le journaliste et écrivain — mais aussi essayiste politique et historien —, Daniel Singer est mort à Paris le 2 décembre 2000. Fils d'un journaliste juif polonais, il se trouvait en France avec sa mère et sa sœur au début de la Seconde Guerre mondiale. Fuyant les nazis, ils se réfugient à Marseille avant que Daniel ne passe en Suisse en 1942 pour échapper à une arrestation par la police française, sa famille le rejoignant quelque temps plus tard. De son côté, son père, Bernard, a été arrêté par les Soviétiques, déporté au Goulag, libéré au début de la guerre germano-soviétique. Il parvient enfin à gagner Londres.

Après la guerre, Daniel Singer collabore à *The Economist* dont il démissionne après mai 1968, et devient correspondant européen du journal américain de gauche *The Nation* en 1981. En 1970, il publie son premier livre, *Prelude to Revolution. France in May 1968*, suivi de *The Road to Gdansk. Poland and the USSR* (1981) et *Is Socialism Doomed? The Meaning of Mitterrand* (1988), se réclamant d'une perspective marxiste hostile au stalinisme et à la social-démocratie symbolisée par Rosa Luxemburg.

Dans son dernier livre, paru en anglais en 1999 et traduit aujourd'hui, Daniel Singer réagit à la thèse qu'il n'y a pas d'alternative au capitalisme — le fameux TINA (There Is No Alternative) de Margaret Thatcher. Il est né, selon son auteur, d'" une réaction passionnée au dogme omniprésent du profit comme seul modèle possible de relations humaines, et du marché comme unique garant de la démocratie ".

D'abord, l'argument d'une identification du socialisme et du stalinisme l'amène à examiner l'héritage de la révolution bolchevique ; les raisons de l'échec de la tentative de Gorbatchev ; l'effet de la disparition soudaine d'une des deux superpuissances de la scène internationale ; enfin, la crise de la social-démocratie qui, loin de profiter de la disparition de son frère ennemi, voit l'Etat-providence, symbole d'une gestion réformiste de la société existante, radicalement remis en cause.

L'auteur s'intéresse ensuite aux mutations de l'Europe, analysant d'abord le cas de la Russie des années 1990, puis celui de la Pologne, examinant le chemin de la désillusion de Gdansk à nos jours, enfin les grèves de novembre et décembre 1995 en France, selon lui la première révolte contre TINA porteuse d'espoirs.

Enfin, Daniel Singer se met à la recherche d'une alternative, non en voulant proposer un programme imposé d'en haut et de l'extérieur des mouvements sociaux, mais en tentant de faire émerger " les thèmes et les principaux problèmes que la gauche [...] devra affronter et résoudre si elle se propose vraiment d'agir pour mobiliser les gens et en faire les artisans de leur propre destin ". Parmi ces interrogations, l'auteur aborde le rôle du travail et la tâche " titanesque" d'unifier une classe laborieuse profondément modifiée en un demi-siècle dans le cadre de la mondialisation — c'est-à-dire l'internationalisation économique comme "réponse du capitalisme à sa propre crise structurelle".

Loin d'approcher de sa fin, l'histoire accélère son cours et Daniel Singer fait l'hypothèse que l'Europe sera "le terrain de la première grande confrontation du nouveau millénaire".

CJ

DANIEL SINGER

À QUI APPARTIENT L'AVENIR?

Pour une utopie réaliste

ÉDITIONS COMPLEXE

À QUI APPARTIENT L'AVENIR ?

Pour une utopie réaliste

de Daniel Singer,

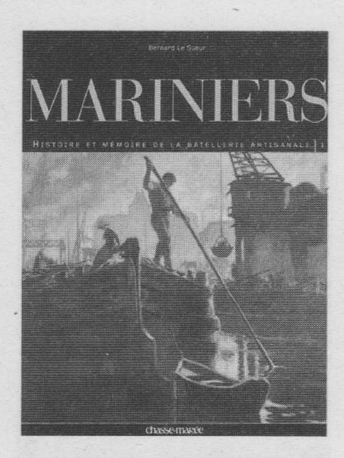
Bruxelles, Éditions Complexe, coll. "Questions à l'histoire" 2004, 338 p.,

Les Conférences du Rouge-gorge

Alain Badiou, Natacha Michel et Sylvain Lazarus publient le contenu de leur cycle de conférence. On peut les lire dans la collection Conférences du Rouge-gorge, éditions Le Perroquet. C'est l'occasion de découvrir, ou de redécouvrir, leurs exposés plus généralement présentés en petit comité à la Maison des Écrivains à Paris. Ces textes de grandes tenues intéresseront plus particulièrement tous ceux qui réfléchissent sur les liens entre histoire et politique. Attentifs aux mutations du discours politique en ce début de siècle marqué par la fin de la bipolarité, leur pensée se déploie dans un espace singulier. Et même si on ne les suit pas forcément dans certains des détours qu'ils empruntent volontiers, il n'en demeure pas moins vrai qu'on gagne à se nourrir de leur prose. Dans cette série de 6 numéros, on recommandera vivement la lecture du texte d'Alain Badiou consacré à La Commune de Paris, une déclaration politique sur la politique. L'auteur y développe une analyse assez originale sur "l'ontologie de la Commune". Il revient sur la question d'une perspective révolutionnaire "soustraite à l'emprise de l'État" et partant, j'ajoute, à la volonté hégémonique du Parti-État de type léniniste. Poursuivant cette réflexion de fond, et combien d'actualité, Sylvain Lazarus dans "État de guerre et politique de la décision pure" s'efforce de penser la question de l'État à l'aune des bouleversements idéologique – disparition de l'URSS en tant qu'alternative pseudo-socialiste et, dans la foulée, obsolescence de la gestion social-démocrate et keynésienne – qui aboutirent, pour reprendre sa catégorie, à "l'État post-étatique". Au terme d'une réflexion riche et dense, parfois un peu raide, il nous convie - pour citer ses propres mots de conclusion – à "inventer une politique de puissance sans état, sans décision pure, sans parti, sans 'démocratie'."

L'originalité de leurs analyses repose sur une parfaite connaissance de l'histoire, une culture marxiste qu'il serait sans doute difficile de prendre en défaut et sur une volonté de ne pas décrocher par rapport au désir d'être à la source d'une actualisation du discours révolutionnaire. Et pour soutenir ce projet dans un champ plus pragmatique ils animent l'organisation politique (OP). Issus de la très influente UCML, l'OP demeurent profondément marqués par la fascination qu'exerça la Révolution Culturelle sur toute une génération. La Commune de Shanghai, comme pour tous les maoïstes de l 'époque, garde à leurs yeux toute sa valeur subversive et son originalité révolutionnaire (en particulier au niveau de la critique du Parti-État). Ils oscillent donc entre, d'une part, une rigueur théorique héritière du marxisme-léninisme dans le plus pur style des années 65 /70 et, d'autre part, des inclinations libertaires plutôt radicales. À ce propos, on rappellera qu'Alain Badiou préfaça le volumineux ouvrage *Au temps de l'anarchie, un théâtre de combat 1880-1914* .

JLD



MARINIERS

Histoire et mémoire de la batellerie artisanale

de Bernard Le Sueur

Éditions du *Chasse-Marée* 2004, 223 p., 46,55 €

La collaboration de l'équipe du *Chasse-Marée* avec Bernard Le Sueur vient de produire un ouvrage remarquable : *Mariniers*. Cette "histoire et mémoire de la batellerie artisanale" vient après d'autres livres et bon nombre d'articles de Bernard Le Sueur (dont "Les pénichiens, mariniers du Nord - *Gavroche* N° 43 et 44) mais on peut penser que l'ouvrage fera date.

Les nombreuses illustrations associées à des textes qui racontent et font vivre cette culture de la batellerie artisanale témoignent de la passion de l'auteur pour un monde qu'il a épousé en même temps qu'une fille de grande famille marinière en mairie de Conflans-Sainte-Honorine. Il n'allait bien sûr pas tarder à pousser les portes du musée de la batellerie et partir à la découverte de cette société bien à part des mariniers et de leurs familles. C'est à cette même découverte "d'un métier, d'une philosophie, d'un mode de vie" qu'il nous convie aujourd'hui. Ce premier tome sur l'univers des bateliers et leur art de naviguer sera suivi d'un second consacré à la vie familitale et aux évolutions du métier.

Un souffle d'espoir

Dans la période actuelle d'inversion et de confusion extrêmes des valeurs, le numéro 8/9 (mai 2004) de la revue *Ni patrie ni frontière*, est consacré pour l'essentiel à l'attitude des marxistes et des anarchistes face à la prétendue "question juive" et à l'antisémitisme. Il offre de nombreux éléments de réflexion pour comprendre l'évolution des positions de ces courants, leurs hésitations, vacillations et volte-face face à l'existence de la nation juive (de la religion juive, ou du ou des peuples juifs, selon les interprétations), face au sionisme puis enfin à l'État d'Israël.

Les auteurs sont de tendances très diverses, et certains ne se considèrent pas comme des révolutionnaires purs et durs. Les textes ont été choisis, selon l'orientation de cette revue, non parce qu'ils apporteraient la Vérité, mais parce qu'ils contiennent un certain nombre d'informations historiques et théoriques indispensables pour entamer un débat sérieux.

Contrairement à ce qu'essaient de nous faire croire la plupart des "antisionistes", les dérapages antisémites dans les manifs de l'extrême gauche contre la guerre en Irak ou en solidarité avec la Palestine, ou les propos individuels ambigus, voire crapuleux, de certains militants ici ou là, ne proviennent pas de la politique "criminelle et colonialiste" des gouvernements israéliens depuis cinquante ans, ou de l'accélération de la violence de l'armée israélienne depuis la deuxième Intifada contre les civils palestiniens. Ces dérapages verbaux et les amalgames intolérables entre sionisme et nazisme ont une histoire bien antérieure à 1948, année de la création d'Israël. Il faut remonter aux débuts du mouvement ouvrier, aux calamiteux écrits de Karl Marx (*La Question juive*), aux délires antisémites de Proudhon et aux propos ignobles de Bakounine sur Marx et les Juifs.

La prétendue "question juive" dévoile en fait les limites de toutes les idéologies révolutionnaires depuis cent cinquante ans, idéologies généralement fondées sur une vision assimilationniste de tous les peuples et ethnies, sur l'illusion que les religions et les nationalismes n'auraient aucun avenir dans un monde capitaliste moderne et développé, sur une croyance aveugle dans les vertus du progrès technique et scientifique, sur une foi démesurée dans les effets magiques de la révolution sociale et d'une nouvelle organisation de l'économie par les producteurs eux-mêmes.

Quoi qu'ils en disent, la plupart des "antisionistes" ne s'intéressent pas beaucoup aux mécanismes du racisme en général, et à ceux de l'antisémitisme en particulier. Ou en tout cas, pétris de bonne conscience et d'arrogance radicales, ils se croient au-dessus de ces fléaux "secondaires" à leurs yeux. Leurs positions politiques (destruction de l'État d'Israël, comparaisons entre sionisme et nazisme, confusion entre tous les génocides de l'histoire, etc.) ne reflètent guère une compréhension subtile de la façon dont des antagonismes sociaux se doublent de différences fondées sur des identités ethnico-religieuses, aussi fantasmatiques ou nocives soient-elles aux yeux de matérialistes militants.

Leur angélisme provient (au mieux) d'une vision très naïve de la nature humaine, d'un matérialisme rudimentaire qui leur sert surtout à ne pas trop s'interroger sur les mécanismes de l'oppression dans les sociétés humaines et les organisations aussi révolutionnaires fussent-elles.

Paradoxalement, on n'est pas loin d'un messianisme, de type religieux, qui veut nous faire croire qu'un Paradis sans contradictions, sans violence, sans haines, naîtra de la lutte de libération nationale ou de la révolution sociale. Et de ce Paradis, l'URSS des années 1917-1927 (au moins pour les marxistes antistaliniens) aurait été l'antichambre pour les prolétaires, comme pour les Juifs... .

L'intérêt de la prétendue "question juive" est qu'à travers cette question, on peut revisiter pratiquement toutes les questions importantes de la théorie révolutionnaire les classes sociales, la nation, le rôle de la classe ouvrière, la religion, l'État, l'histoire du capitalisme, etc., comme en témoignent les différents articles rassemblés dans ce gros numéro qui devraient ouvrir les yeux à certains (trop peu nombreux hélas) et permettre aux autres d'avancer dans la réflexion et l'action politique au quotidien et vers la réconciliation inéluctable mais si difficile entre deux nations, israélienne et palestinienne, tragiquement déchirées.

On pourra lire en complément, les percutants articles du groupe hollandais "De Fabel van de illegaal" sur les ravages de l'antisémitisme au sein du mouvement altermondialiste (supplément au n°4-5, novembre 2003).

Pierre-Henri Zaidman

Ni patrie ni frontière. *Abt pour 3 numéros : 23 €, pour 6 : 45 €.*

Contact Yves Coleman (sans autre mention) 10, rue Jean-Dolent 75014 Paris.

Courriel : yvescoleman@wanadoo.fr

Site internet : http:/mondialisme.org.

La Commune de 1871

L'événement, les hommes et la mémoire.

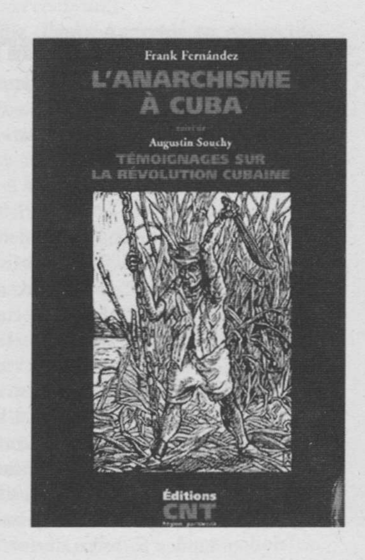
Les 15 et 16 mars 2003 à Précieux et à Montbrison, l'université de Saint-Étienne et l'Association des Amis de Benoît Malon organisaient, sous la présidence de Michelle Perrot et de Jacques Rougerie, un colloque consacré à la mémoire de la Commune de 1871. Les actes de ce colloque sont désormais disponibles en librairie. C'est l'occasion de revenir sur les fusillés et les exilés, bien sûr, mais aussi sur les jeunes prisonniers de Rouen grâce à l'article que Jean-Claude Gimont leur consacre. Par ailleurs, on y lit, entre autres, une communication d'Alain Combes. Elle est consacrée à La Franc-Maçonnerie parisienne en 1871. Claude Latta et Alain Dalotel complètent notre connaissance de Benoît Malon. Lequel Alain Dalotel, fidèle à sa réputation, termine son intervention par une facétieuse remarque – "je n'en pense pas moins, mais n'en dirai pas plus". Robert Tombs quant à lui poursuit ses réflexions sur la Semaine sanglante. Les questions de l'exil et de la mémoire y sont aussi abordées par Danielle Donet-Vincent et Danielle Tartakowsky. Que des bonnes choses en somme ! **JLD**

Éditions Presse Universitaire de Saint-Étienne, 2004, 412 p., 23 €

Une histoire mouvementée

Les Éditions CNT Région parisienne viennent de publier le livre Frank Fernandez, *L'Anarchisme à Cuba*. Dans l'édition française de ce texte, déjà disponible en anglais, en italien et bientôt en allemand, on trouve aussi le témoignage d'Augustin Souchy (1892-1984). Ce complément de 30 pages rédigées en 1960 par un ancien militant de la FAUD (1919-1933) puis de la CNT espagnole nous éclaire sur l'état d'esprit qui, au lendemain de la prise de pouvoir de Fidel Castro, prévalait chez les anarchistes eux-mêmes.

Ce livre nous offre l'occasion de revenir sur une épopée mal connue. Victimes de l'ostracisme des relectures officielles de l'histoire, les anarchistes argentins et cubains n'ont que très rarement le droit d'être considérés comme des acteurs à part entière des combats souvent féroces qui opposèrent militants progressistes et dictatures militaires soutenues par les USA. Leur rôle dans le mouvement ouvrier sud-américain et notamment leur implication dans le syndicalisme fut pourtant très important, voire, dans bien des cas, déterminant. Cet ouvrage permet justement de revenir sur le contexte cubain. Il parcourt cent ans d'une histoire mouvementée. Et nous rappelle que tous les militants libertaires qui luttèrent au coté des troupes de Castro ont ensuite été emprisonnés, exécutés ou, pour les plus chanceux, contraints à l'exil. Ce qui est le cas de Frank Fernandez. De sorte, qu'aujourd'hui sur l'île de Cuba, ils n'existent plus aucune trace de leur combat. On laissera le mot de la fin à Augustin Souchy: *"Le grand mérite de la révolution cubaine est d'en avoir fini avec la dictature de Batista et d'avoir procédé à une distribution des terres conformément aux exigences de la justice sociale. Voilà ce qui est véritablement durable. Le reste est, selon le cas, éphémère, relatif ou malfaisant."* **JLD**



La Question sociale[1]

Le numéro 2 de cette nouvelle *"revue libertaire de réflexion et de combat"* est paru en février 2005. On y trouve, entre autres choses, un article d'Ariane Miéville sur la crise du syndicalisme en France, et, dans la rubrique *"Luttes sociales"*, le mouvement de lutte dans l'Éducation Nationale du printemps 2003 en Aquitaine y est abordé ce qui viendra enrichir notre connaissance du sujet en complément d'autres articles parus ici ou là. Le tout ne faisant pas moins de 192 pages.

Mais, l'annonce de cette publication est surtout pour nous l'occasion de revenir sur un article de G. Soriano paru dans le numéro1, printemps-été 2004. Lequel venait en plus du dossier central consacré au *"Droit (et pratiques) de grève en France, Espagne, Italie, États-Unis et Brésil"*. Dans ce même numéro, il y avait des essais, dont ceux d'Oscar Mazzoleni sur la théorie de l'État et un de Claudio Albertani sur la politique américaine

L'article sur lequel nous voulons revenir portait plus précisément sur l'expérience des collectifs de solidarité parisiens lors des grèves de Pizza Hut, de Mc Donald's et des Frog Pubs (2001, 2002, 2003). Le récit complet et détaillé que G. Soriano y faisait de ces trois grèves donnait des éléments de compréhension qui permettaient de mettre en perspective ce qui les caractérisait et finalement de saisir ce qu'elles révélaient d'une réalité sociale dont on commence à peine à prendre la mesure.

Il mérite en effet d'être lu avec soin, d'autant plus que 6 mois après sa parution, il circule de façon polémique dans les milieux anarcho-syndicalistes déclenchant soit une réelle réflexion de fond plutôt bienvenue, soit des réactions épidermiques qui en disent long sur sa pertinence et partant sur le malaise qui se fait jour au sein de ces organisations victimes d'une crise de croissance parfois douloureuse.

Disponible sur le site de la CNT-AIT[2] et celui d'Endehors le texte de G. Soriano[3] provoque donc des réactions inattendues qui au regard du contenu – de prime abord fort peu polémique – semblent indiquer que l'auteur sait exactement de quoi il parle. En tout cas, il nous instruit sur des luttes hautement emblématiques. Car, en abordant l'historique de ces grèves dures par ailleurs fort mal connues et en le faisant sous un angle parfaitement factuel, il permet au lecteur de comprendre le contexte idéologique, économique et social au sein duquel de nouvelles formes de luttes sociales tendent à se développer et à se radicaliser ainsi que la nature des enjeux qui désormais – et de plus en plus – opposent des formes d'organisation émanant de la base aux organisations syndicales traditionnelles. Le comportement des appareils syndicaux y est décrit dans toutes son ambiguïté. On voit bien l'extrême difficulté que ces mêmes organisations peuvent avoir à se positionner, tant il est vrai qu'elles peinent à comprendre la vraie nature de ces luttes. Et surtout le texte de G. Soriano nous éclaire de façon assez crue sur la difficulté qu'elles éprouvent à les contrôler. Le mode de diffusion de cet article d'où l'on ne peut exclure une sorte d'instrumentalisation non exempte d'arrières pensées, risque d'enfermer l'article dans une polémique que ni G. Soriano ni la revue *La Question sociale* n'ont voulue et risque surtout de l'enfermer dans une lecture qui en réduit considérablement l'intérêt. Quoi qu'il en soit, nous en recommandons vivement la lecture et nous vous invitons à vous procurer une revue qui débute sous les meilleurs auspices puisqu'elle provoque à travers cet article un débat somme toute plutôt salutaire dans le contexte actuel.

JLD

[1]Librairie Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris. 7 euros
[2] cnt-ait.info/article
[3] Cet article de G . Soriano fait suite à ceux qu'il publié dans *Les temps Maudits*, *Le Monde libertaire* et *Courant Alternatif*, ils sont disponibles sur le site mondialisme.org.

À contretemps

"À contretemps paraît au gré des lectures, des envies et des circonstances" est-il écrit en 4e de couverture de cette revue singulière animée avec talent par Freddy Gomez et Monica Gruszka. Et les rédacteurs d'ajouter *"A contretemps n'a pas de prix, juste des frais... Qu'on se le dise, à toutes fins utiles"*. C'est dire si le ton est donné.

Le numéro 19 du mois de mars 205 est d'ores et déjà disponible. On y trouve un article de Charles Jacquier intitulé "Marcel Martinet ou l'orgueil de la fidélité" que complète avec bonheur une étude de Marcel Martinet (1887-1944) écrite en 1934 et consacrée à la montée du fascisme, au culte des chefs et à la bureaucratisation du mouvement ouvrier. Bel exemple de lucidité de la part d'un militant qui aurait pu se laisser aveugler comme tant d'autres par les positions convenues des dirigeants du mouvement ouvrier de l'époque qui, d'abandon de leur esprit critique en abandon des valeurs sur lesquelles aurait dû se fonder leur engagement, ont conduit le mouvement ouvrier de défaites en défaites.

Et puis toujours dans ce souci de replonger au cœur de l'histoire des mouvements politiques libertaires pour en explorer ses richesses et ses zones d'ombre, la revue nous présente trois ouvrages sur le thème de *"La CNT dans le labyrinthe espagnol"*. Ils nous permettent de parfaire notre compréhension d'une époque somme toute assez mal connue. Regroupés sous un titre générique évocateur *"Exil et clandestinité"* et signés par José Fergo, ils nous exposent les aléas d'une conflictualité politique dans un contexte dominé par la brutalité de la répression franquiste. **JLD**

À Contretemps - Fernand Gomez 55 rue des prairies - 75020 Paris
a_contretemps@plusloin.org
Site : http://acontretemps.plusloin.org/

HISTOIRE CONTEMPORAINE

À propos de mémoire et de parole confisquée, Sébastien Schifres a rédigé son mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine en sociologie politique sur *La mouvance autonome en France* sous la direction d'Anne Steiner et Gilles Le Beguec de l'Université de Nanterre Paris X. Il a eu, l'heureuse idée de le mettre en ligne sur le site : *sebastien.schifres.free.fr*.

C'est pour le lecteur curieux d'histoire contemporaine, l'occasion de revenir sur un mouvement politique qui marqua la fin des années 70.

D'inspiration *"opéraiste"*, le mouvement des *"autonomes"* français n'en eut jamais ni la puissance, ni l'enracinement populaire et surtout n'a jamais atteint le niveau (spectaculaire) de violence politique de ses homologues italiens. Et pourtant, il a, lui aussi, sa place dans l'histoire du mouvement révolutionnaire qui secoua en profondeur et de façon significative la société française du milieu des années soixante jusqu'en 1981.

Parmi les animateurs de "l'autonomie" politique, on retrouvait des soldats perdus du maoïsme non dogmatique de la *Gauche prolétarienne*[1] (plus connus sous le qualificatif de *"mao spontex"*) et, dans une moindre mesure, certaines des influences de courants tels que *Vive la Révolution* ; on trouvait aussi des *communistes libertaires* à la recherche d'un second souffle, des partisans du *communisme de conseil* toujours à l'affût d'un renouveau révolutionnaire capable de prendre son essor hors des organisations d'inspiration purement bolchevique et bien sûr les inévitables familles post-situationnistes. L'influence des thèses de rupture d'origine plus traditionnellement libertaire, comme celle prônant "l'insoumission civile et militaire", était elle aussi présente. Tous étant plus ou moins en rupture avec leur famille d'origine. Il faut préciser que les contacts, les jeux d'influence, les compromis et les échanges de toute nature se faisaient au niveau interpersonnel et non au niveau organisationnel. Mais comme le rappelle fort à propos, et avec beaucoup de concision, Sébastien Schifres, ce mouvement fut surtout marqué par la volonté des éléments les plus marginalisés de la société bourgeoise de revendiquer la nature subversive de leur posture. La théorisation de la valeur subversive de la marginalisation économique ou morale - marginalisation subie ou choisie par des éléments parfois qualifiés "d'anti-sociaux" par ses détracteurs - était sans conteste un des ressorts politiques de son succès relatif. La lecture parfois hâtive de Foucault, Baudrillard et de quelques autres, n'y était certainement pas étrangère. Quoi qu'il en soit, la radicalisation politique de "la marge" est sans aucun doute un des aspects les plus caractéristiques de "l'autonomie" en France dans les années soixante-dix.

La disparité des origines idéologiques s'agrégea et donna naissance à un mouvement politique souvent confus, parfois brouillon, mais toujours exigeant pour ses tenants. Son énergie farouche pallia ses faiblesses et son audace militaire qui s'exprimait dans les actions de guérilla urbaines dont certaines connurent quelques succès retentissants, contribua largement à sa notoriété.

A la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt, le mouvement se délita sous l'effet conjugué de plusieurs phénomènes d'ailleurs assez peu analysés dans le mémoire de Sébastien Schifres. Les squats étaient le principal vivier, en tout cas le plus emblématique, de "l'autonomie". Ils reflétaient parfaitement la volonté affichée de refuser "la norme" et bien sûr toutes les formes de "récupération" proposée par le modèle social dominant. Mais c'est aussi dans les squats que l'héroïne en rattrapa plus d'un et que les "dérives délinquantes" firent des ravages. L'intransigeance, la marginalité dans tous les domaines de la vie privée et publique, la militarisation des actions politiques, autant de choix difficiles à soutenir dans la durée. Cet engagement de chaque instant qui se voulait aussi un mode de vie, les risques engendrés par les comportements assimilables au petit banditisme avec ce que cela implique comme conséquences (prison, règlement de compte), finirent par épuiser certains de ses animateurs. Ainsi de plus en plus nombreux, furent ceux qui, en son sein, prirent leur distance avec les éléments les plus douteux du mouvement. D'autant qu'à l'époque, à l'intérieur et à l'extérieur du mouvement, on le soupçonnait à tort ou à raison d'être infiltré et manipulé par la police. La parano ambiante, sans doute savamment entretenue par certains, ne compta pas pour rien dans le climat délétère qui gagna petit à petit les divers groupes autonomes composant le mouvement.

Toujours est-il que la coupure entre jeunes prolétaires radicalisés et intellectuels issus de la petite bourgeoisie urbaine finit par resurgir. Les uns plongèrent bon gré mal gré dans une fuite en avant suicidaire. Les autres optèrent pour une "carrière" militante moins risquée ou, plus classiquement, pour une "carrière" conforme au canon de la réussite sociale en vigueur dans leur milieu d'origine.

Mais, pour être juste, il est bon aussi de rappeler que, dans le sillage de "La Vieille Taupe", la fascination de "l'ultra-gauche" française de l'époque pour les thèses révisionnistes acheva de disloquer ce qui restait d'armature idéologique et de rigueur théorique. Et puis, il faut aussi rappeler que la violence révolutionnaire qui fascinait les partisans de "l'autonomie" ne parvint pas à palier l'absence de perspective politique dans laquelle le mouvement s'enlisa rapidement. À cela, il convient d'ajouter que la crise dans laquelle s'enfonçaient parallèlement les "autonomes" italiens[2], laminés qu'ils étaient par la répression et la dérive militaire de l'extrême gauche marxiste-léniniste, acheva de brouiller durablement les pistes. Le renouveau révolutionnaire tant espéré depuis 1968 n'advint jamais et "les autonomes" cessèrent d'exister en tant que force capable de revendiquer des actions collectives. Là-dessus, la gauche arriva au pouvoir et plus personne n'en parla[3]. C'est bien tout le mérite de ce jeune chercheur, Sébastien Schifres, de nous rafraîchir la mémoire.

Ce travail de bonne facture, fait entrer dans l'histoire, un mouvement mal connu, souvent diffamé et de toute façon mal compris.

Jean-Luc DEBRY

[1] Leur fascination pour la « Commune de Shanghai » en conduisit un certain nombre à adopter des positions anti-étatique et très critique vis-à-vis de la bureaucratie et des structures verticales ayant cours dans les organisations de types marxiste-léniniste orthodoxes.

[2] Les autonomes italiens ont toujours été un modèle pour les autonomes français.

[3] Toutefois, il convient de préciser qu'en 2003 suite à la manifestation du FSE à Paris et aux affrontements entre des policiers en civil chargés de protéger le cortège du Parti Socialiste et des éléments échappés du cortège libertaire, on a reparlé « des autonomes ».





L'amateur de livres

Voici une nouvelle liste d'ouvrages d'occasion disponibles à la vente. Nous remercions les lecteurs qui nous passent des commandes et rappelons que les prix que nous pratiquons sont très raisonnables... **Assurez-vous, toutefois, que les livres sont encore disponibles. Merci !**

L'Action Politique des Ouvriers Québécois (fin XIXe à 1919). *Recueil de documents.* Presses de l'Université du Québec 1976, 176 p. ....12 €

Bensaïd (Daniel), La Révolution et le Pouvoir. Penser/Stock 2, 1976, 445 p. ....15 €

Charny (Maurice), Les Atouts du Cléricalisme. Ed. du « Progrès Civique » s.d. (1928), préface de Seignobos, 309 p. (lég. défraîchi ....18 €

Collectif, Le "Mai" des Banques. *Printemps 1974.* Syros 1974, 99 p. illustré ....15 €

Collectif Junius, Au-delà du Parti. *Evolution du concept du parti depuis Marx.* Spartacus 1982 N° 116 126 p. ....10 €

Day (Hem) ***(Marcel Dieu)*** **L'Internationale de 1864.** *Libres propos.* Pensée et Action 1964, 158 p. ....20 €

Desanti (Dominique), L'Internationale communiste. Hachette 1969, 334 p. ill. ....10 €

Descaves (Lucien), Philémon vieux de la vieille. *Les proscrits de la Commune.* Crès et Cie 1922, exemplaire sur vélin pur fil Lafuma avec un portrait gravé par Vibert, br. Couv. rempliée 311 p. ...30 €

Duclos (Jacques), La Première Internationale. Ed. Sociales 1964, 368 p. ....15 €

Faguet (Emile), L'Anticléricalisme. Sté Française d'Imprimerie 1905, 383 p. ....20 €

Gemkov (Heinrich), Karl Marx une biographie. Zeit im bild Dresde 1968, rel. toile 407 p. ill. index ....17 €

Gomez-Arcos (Agustin), Ana non. Roman/Stock 1977, 311 p. ....5 €

Guilloux (Louis), Parpagnacco ou la conjuration. Gallimard S.P. 1954, 219 p. ....15 €

Haupt (Georges), Le Congrès manqué. *L'Internationale à la veille de la Première Guerre.* Maspero 1965, 299 p. ....30 €

Kaufmann (Jean-Claude), La vie H.L.M. usages et conflits. Ed. Ouvrières 1983 182 p. 8 €

Kergoat (Jacques), Le Parti Socialiste de la Commune à nos jours. Le Sycomore 1983, 407p., cartes, bibliographie index ....18 €

Krumnow (Fredo), CFDT au cœur. Syros 1976, 193 p. ....10 €

Ley (Francis), La Russie, Paul de Krüdener et les soulèvements nationaux 1814-1858. Hachette Recherches historiques et littéraires 1971, 319 p. bibliographie, illustrations h.t. ......20 €

Launay (L.), La foi ? ... ou ... La Trouille ??. *Essai de démystification.* Auteur 1976, 146 p. 12 €

Lindenberg & Meyer, Lucien Herr le Socialisme et son Destin. Calmann-Levy 1977 318 p. ....18 €

Offner (Raymond), Mourir. *La guerre par un écrivain prolétaire. Présentation par Barbedette.* Figuière 1931, 186 p. (défraîchi) ....12 €

Osier (Jean-Pierre), Thomas Hodgskin Une critique prolétarienne de l'économie politique. Maspero 1976, 141 p. ....15 €

Poulaille (Henry), Le pain quotidien. Le Livre Moderne Illustré 1934, 192 p. illustrations de Delatousche ....15 €

Poulaille (Henry) Maintenant (recueil de textes N°5). *Textes et Etudes, Documents et Témoignages.* Grasset 1947, in-8 carré 258 p. nomb. illust. (mouillure sans conséquence au dos) . .25 €

Rasibus, La Soutane devant l'Amour. Roman anticlérical. L'Idée Libre 1953, E.O. sur lafuma pur fil (N°18) non rogné, 256 p.ill. ds le texte .....20 €

Rolland (Romain), Le Théâtre du Peuple. Cahiers de la Quinzaine (4°cahier de la 5° série) 1903, 213 p. ....20 €

SPLI Rennes, Des femmes en lutte occupent leur usine. CGT SPLI 1979, 125 p. ill. .....10 €

Taxil (Léo), La Bible Amusante. *Editon complète donnant les citations textuelles de l'écriture sainte et reproduisant toutes les réfutations opposées par Voltaire, Fréret* ...Chaubart 1897, 814 p. avec 400 dessins comiques ......50 €

Théret (André), Parole d'ouvrier. *Précédé de la condition du Mineur par François Ewald.* Grasset 1978, 251 p. ....12 €

Travail & Société, Les Résidents en Foyers de Jeunes Travailleurs. Université Paris IX Dauphine 1982 fort volume 333+150 pp. ....20 €

Trotsky, Ma vie. Gall. 1953, 658 p., index .18 €

Trotsky (Léon et Nayalia) Correspondance 1933-1938. Gallimard 1980, 179 p ....10 €

Trotsky pour débutants. *Texte de Tariq Ali illustrations de Phil Evans, traduit de l'anglais par Anna Libera.* Maspero 1982, 173 p. ....15 €

Vade-Mecum Antibolchévique. Entente internationale contre la IIIe Internationale Genève 1926, 194 p. (lég. défraîchi) ....25 €

Weber (Eugen), Satan Franc-Maçon. *La mystification de Léo Taxil.* Archives Julliard 1964, 239 p. ill. ....15 €

(Zay, Jean) Hommage à Jean Zay. Plaquette de 64 p. éditée à l'occasion de la cérémonie du 27 juin 1947 à la Sorbonne en hommage à l'ancien ministre assassiné en juin 1944 ....20 €

Zylberberg-Hocquard (M.-H.), Femmes et féminisme dans le mouvement ouvrier français. Ed. Ouvrières 1981 222 p. ....8 €

La Brochure Mensuelle : Chaque ....5 €
(sauf indication contraire)

N° 100 – Gille (Paul), Anarchie ou An-archie. 04/1931.

N° 101 – Armand (E.), La limitation raisonnée des naissances... 05/1931.

N° 102 – Nettlau (Max), La Paix Mondiale. 06/1931.

N° 103-104 – Yvetot (Georges), A.B.C. Syndicaliste. 07-08 1931 (10€)

N° 105 – Janvion (E.), L'Ecole Antichambre de caserne et de sacristie. 09/1931.

N° 106 – Barbedette (L.), Vouloir et Destin. 10/1931.

N° 107 – Pelletier (Doctoresse), La Guerre estelle naturelle ?. 11/1931.

N° 108 – Spielmann (V.), La Tribu des Hachem. 12/1931.

N° 109 – Roule (Jean), Ce que veulent les Révolutionnaires. 01/1932.

N° 110 – Petit (Michel), Le Petit Chemin (illustré par Delannoy). 02/1932.

N° 111 – Briand (Aristide), Pages choisies. 03/1932.

N° 112 – Briand (Aristide), La Grève Générale et la Révolution. 04/1932.

N° 113-114 – Barbedette (L.), Vers l'Inaccessible. 05-06 1932.

N° 115 – Michaud (G.), L'Eglise ?... C'est la Guerre. 07/1932.

N° 116 – Meslier (Curé), Non ! Dieu n'est pas ! 08/1932.

N° 117 – Retté (A.), Réflexions sur l'Anarchie. 09/1932.

N° 118 – Fuszka (Maurice), Communisme et Naturisme. 10/1932.

N° 119 – Raimbault (L.), Comment choisir sa Femme ? 11/1932.

N° 120 – Nettlau (N.), La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière. 12/1932.

N° 121-122 – Ermenonville, Les munitions du pacifisme. ***Anthologie de plus de 400 pensées et arguments contre la guerre.*** 01-02 1933. (10 €)

N° 123 – (Collectif), Qu'est-ce que l'Anarchisme ?. 03/1933.

N° 124 – Boussinot (Ch), Les Savants et la Foi. 04/1933.

N° 125 – Faure (Sébastien), Réponse aux Paroles d'une Croyante. 05/1933.

N° 126 – Withoutname (G.), Spiritisme. 06/1933.

N° 127-128 – Faure (Sébastien), Propos d'un Educateur. 07-08/1933 (10€)

N° 129 – Besnard (Pierre), La Responsabilité. 07/1933.

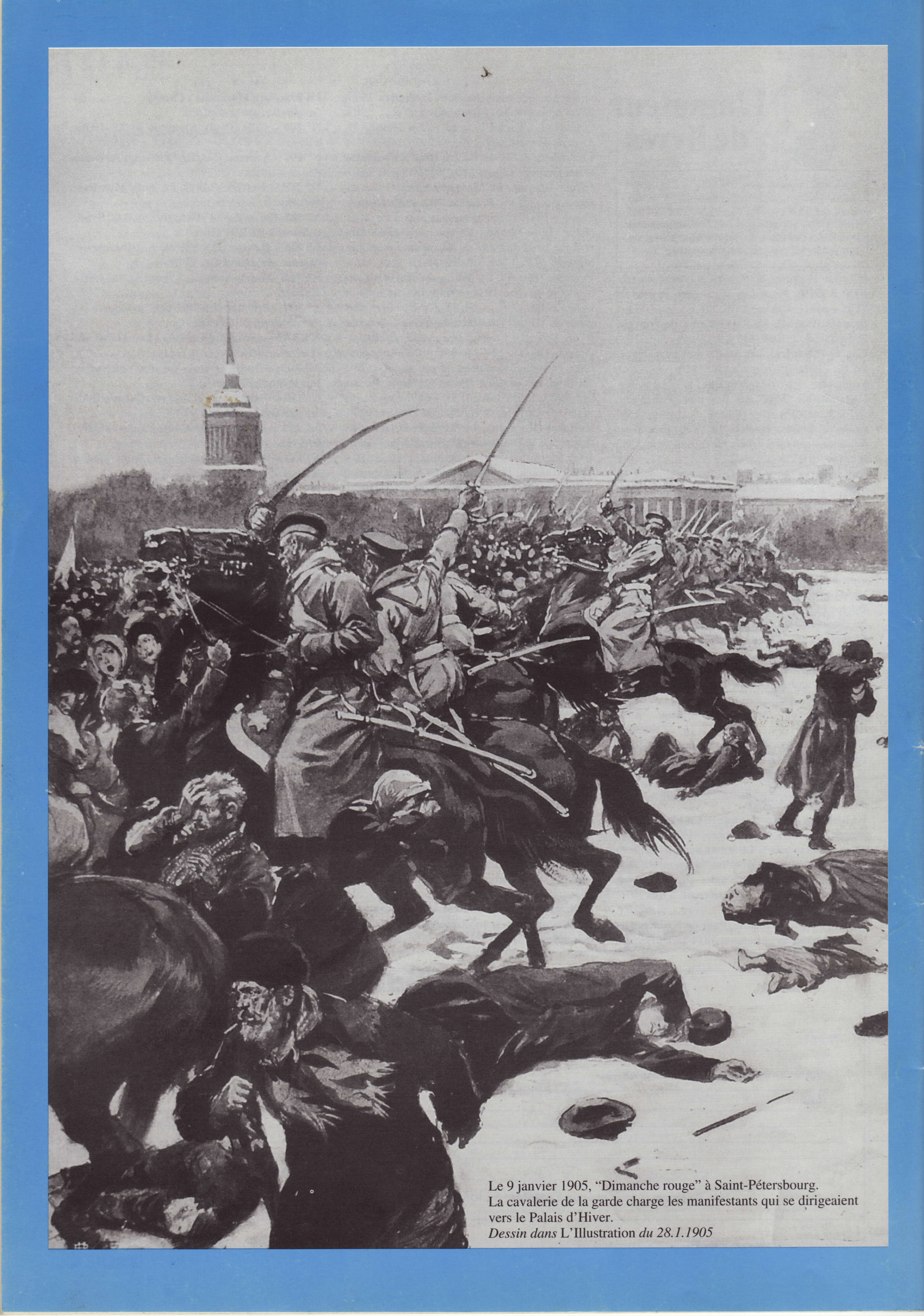
N° 130 – Relgis (Eugen), Humanitarisme et Eugénisme. 10/1933.

LIBRAIRIE FLOREAL
41, rue de la Harpe BP 872 — 27008 EVREUX — Tél. 02.32.33.22.33

Nom : .... Adresse : ....

Je vous commande les livres suivants : ....

Auteur	Titre	prix
	Port et emballage prix forfaitaire	3,50 €
	Bon de commande et chèque à adresser à Librairie Floréal Total	



Le 9 janvier 1905, "Dimanche rouge" à Saint-Pétersbourg.
La cavalerie de la garde charge les manifestants qui se dirigeaient vers le Palais d'Hiver.
Dessin dans L'Illustration *du 28.1.1905*